



Organisation  
internationale  
du Travail

VISION  
ZERO  
FUND

# FORUM DE HAUT NIVEAU

## Fonds Vision Zéro

En 2021 et Au-Delà :  
L'action Collective pour des  
Chaînes D'approvisionnement  
Sûres et Saines

23-25 FÉVRIER 2021



# FORUM DE HAUT NIVEAU

## Fonds Vision Zéro

En 2021 et Au-Delà :  
L'action Collective pour des  
Chaînes D'approvisionnement  
Sûres et Saines

**23-25 FÉVRIER 2021**

Ce rapport synthétise les conclusions et les résultats principaux du Forum de haut niveau du Fonds Vision Zéro, intitulé « **2021 et au-delà : action collective pour des chaînes d'approvisionnement sûres et saines** ». Le Forum, qui s'est tenu du 23 au 25 février 2021, avait pour but de faciliter les discussions et de promouvoir une action collective en faveur de l'objectif du VZF, à savoir : zéro accident, blessure et maladie graves et mortels liés au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans le contexte de la pandémie actuelle de COVID-19, le Forum a mis en évidence le besoin urgent d'améliorer la Santé et Sécurité au Travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales (CAM) et d'accroître l'engagement, le soutien et les ressources pour le travail du VZF.

## Remerciements

Ce rapport du Fonds Vision Zéro de l'OIT a été préparé par Nicholas Levintow (consultant), avec le soutien d'Elena Kuehne (GIZ), Hannah Petersen (GIZ) et Hannah Kurani (GIZ). Le document a bénéficié des contributions d'Ockert Dupper (responsable du programme mondial de VZF), de Mini Thakur (coordinatrice de projet de VZF) et de Maria E. Munaretto (responsable technique de VZF).

Le Secrétariat du VZF remercie les membres du Comité consultatif du VZF et les collègues de l'Administration du travail, de l'Inspection du travail et du Service de la sécurité et de la santé au travail (LABADMIN/OSH) de l'OIT pour les conseils et le soutien qu'ils lui ont apportés lors de l'organisation de l'événement. Le VZF remercie en particulier Joaquim Pintado-Nunes (Chef, LABADMIN/OSH), Laetitia Dumas, Ana Catalina Ramirez, Frédéric Laisné-Auer et René Robert, ainsi que ses collègues de l'OIT Vera Paquete-Perdigao (Directrice, Département Gouvernance et Tripartisme), Rie Vejs-Kjeldgaard (directrice du département des partenariats et des opérations sur le terrain de l'OIT), Githa Roelans (chef de l'unité des entreprises et de l'engagement des entreprises) et Kidist Chala (conseiller technique principal, programme Siraye, Éthiopie). Les membres de l'équipe du VZF ont également apporté de précieuses contributions au Forum, en particulier Nathalie Imbault, Alizée Charbonneau, Mariana Infante, Kristina Kurths, Paul Wallot, Evans Lwanga, Adil Yassin, Bernard Foe, Rodrigo Mogrovejo et Schneider Guataqui Cervera.

Enfin, l'équipe du VZF souhaite exprimer sa sincère gratitude et son appréciation à plus de 60 orateurs qui ont participé à ce Forum de Haut Niveau et à plus de 18 000 participants de plus de 90 pays du monde entier qui ont rejoint l'événement durant les trois jours. Sans eux, l'événement et le présent rapport n'auraient pas été possibles.

---

*Ce document a été réalisé grâce au soutien financier de l'Union européenne. Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne.*

# Sommaire exécutif

---

L’OIT vise à sensibiliser le monde entier sur les dimensions et les conséquences des accidents, des blessures et des maladies liés au travail et à inscrire la santé et la sécurité de tous les travailleurs à l’ordre du jour international. Le Fonds Vision Zéro (VZF) de l’OIT est une initiative du G7 qui soutient cet objectif. Il vise à prévenir les décès, les blessures et les maladies liés au travail dans certains secteurs opérant dans les chaînes d’approvisionnement mondiales (CAM). Le VZF entend accroître l’action collective publique et privée pour favoriser et améliorer les activités de prévention en matière de sécurité et de santé au travail (SST) dans les entreprises opérant dans les pays à faibles et moyens revenus.

Le Forum de Haut Niveau du VZF a été organisé pour présenter et examiner les réponses les plus importantes et les plus prometteuses pour relever ce défi compte tenu notamment de la pandémie actuelle de COVID-19. Cet événement de trois jours s’est déroulé virtuellement du 23 au 25 février 2021. Plus de 18 000 personnes de plus de 90 pays ont assisté à l’événement et y ont contribué par le biais de la diffusion vidéo en direct et des médias sociaux. Le présent rapport met en lumière la discussion sur les initiatives clés conduisant à une action collective pour renforcer les systèmes, les politiques et les capacités nationales en matière de SST.

Le modèle d’action collective du VZF constitue une approche multipartite qui implique que les gouvernements, les travailleurs, les employeurs, la société civile et d’autres acteurs travaillent ensemble afin que chaque partie assume ses responsabilités respectives en matière de SST. Il demande aux parties prenantes de s’engager à mettre en place une base de connaissances transparente, un dialogue social efficace, des plans d’action clairs et mesurables et de veiller à ce que les acteurs clés aient la capacité de mettre en œuvre les actions convenues. Le travail collectif des acteurs clés des chaînes d’approvisionnement mondiales est indispensable pour réduire de manière significative le nombre d’accidents, de maladies et de décès professionnels dans le monde. Les chaînes d’approvisionnement mondiales représentent environ 80 % du commerce international, elles fournissent des millions d’emplois et représentent un moteur essentiel du développement social et économique. Pourtant, leur dynamique entraîne souvent des déficits de travail décent, notamment en matière de SST. Le travail du VZF pour combler ces déficits, est mis en relief dans ce rapport.

L’organisation de ce rapport suit la structure du Forum. Il contient donc des sections qui rendent compte du déroulement du Forum lors des sessions plénières d’ouverture et de clôture, des discussions régionales et des ateliers thématiques – ce qui permet au lecteur de mieux repérer les sujets qui l’ intéressent le plus.



# Sommaire

---

<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>Session Plénière 1</b> La SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en temps de COVID-19	<b>8</b>
<b>Atelier 1</b> Le travail du VZF à ce jour : Réalisations globales, défis et plans futurs	<b>13</b>
<b>Discussion Régionale 1</b> Comment l'amélioration de la SST facilite l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales : l'expérience du VZF en Asie	<b>18</b>
<b>Discussion Régionale 2</b> Une approche systématique pour un renforcement des institutions de SST et une amélioration durable des pratiques de SST : les expériences du VZF dans le secteur du vêtement en Afrique	<b>22</b>
<b>Discussion Régionale 3</b> Les défis et les possibilités d'amélioration de la SST des travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement mondiale du café : les expériences du VZF en Colombie, au Honduras et au Mexique	<b>25</b>
<b>Atelier 2</b> La sécurité et santé au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en temps de COVID-19	<b>28</b>
<b>Session Plénière 2</b> L'action collective pour des chaînes d'approvisionnement sûres et saines : comment améliorer collectivement la SST dans les CAM sous les auspices du VZF au cours des 3 à 5 prochaines années?	<b>33</b>
<b>Retombées du Forum de haut niveau du VZF 2021</b>	<b>38</b>
<b>Annex 1</b> Ordre du jour	
<b>Annex 2</b> Bilan de l'année	

# Introduction

---

Plus de 2,7 millions de femmes et d'hommes meurent chaque année d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle. Au moins 2,4 millions de ces décès sont causés par une maladie professionnelle et 374 millions de travailleurs supplémentaires subissent un accident du travail non mortel. Chaque jour, environ 7 400 personnes meurent d'un accident ou d'une maladie professionnelle et plus d'un million de travailleurs sont blessés au travail<sup>1</sup>. Ce bilan sans fin de blessures, de maladies et de décès se poursuit sans relâche, car les employés doivent aller travailler pour subvenir à leurs besoins et aux besoins de leur famille, même en cas de pandémie.

La plupart de ces blessures, de ces maladies et de ces décès sont évitables. Ce rapport résume les principales conclusions et recommandations du Forum de Haut Niveau du Fonds Vision Zéro, qui s'est tenu du 23 au 25 février 2021. Le Forum a mis en lumière les efforts innovants visant à améliorer la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, en partageant les perspectives et les exemples du travail de projet du VZF dans les CAM. Les interventions innovantes et complètes rassemblées dans ce rapport tracent une voie claire vers l'avenir, en mettant en évidence un éventail d'initiatives, de réformes et d'actions collectives qui ont amélioré de manière impressionnante et significative les politiques, les pratiques et les compétences en matière de SST.

Lancé en 2015, le Fonds Vision Zéro (VZF) constitue une initiative du G7 ayant reçu l'aval des pays du G20. Il vise à prévenir les décès, les blessures et les maladies liés au travail dans certains secteurs opérant dans les chaînes d'approvisionnement mondiales (CAM). L'objectif principal du VZF est de promouvoir et de soutenir une action collective publique et privée visant à accroître la prévention de la sécurité et de la santé au travail (SST) dans les entreprises opérant dans les pays à faibles et moyens revenus.

<sup>1</sup> Référence : Bureau International du Travail, La sécurité et la santé au cœur de l'avenir du travail, un programme qui s'appuie sur 100 ans d'expérience. Genève, 2019.

---

Le VZF est un fonds fiduciaire multi-donateurs et accepte les contributions des gouvernements, des organisations intergouvernementales ou non-gouvernementales, et les aides des sources privées, y compris les entreprises, les fondations et les particuliers. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) administre et réalise les projets du Fonds.

L'actuelle pandémie de COVID-19 rappelle brutalement l'importance de la sécurité et de la santé au travail. Pour endiguer la pandémie, un engagement renouvelé en faveur de la SST est crucial, en particulier dans les CAM, qui constituent la base du commerce mondial. Le VZF est bien placé pour faire avancer l'action collective en faveur de l'amélioration de la SST dans les CAM. La stratégie de base du Fonds, qui consiste à mobiliser les efforts collectifs des principales parties prenantes pour s'attaquer aux causes profondes des accidents du travail, des blessures et des maladies dans les CAM, a déjà eu un impact significatif.

Le défi consistant à corriger les déficits en matière de SST dans les CAM exige une réponse soutenue et des ressources pérennes. La discussion du Forum a montré sans équivoque que les actions collectives parrainées par le VZF contribuent à la construction d'un avenir plus sûr pour les travailleurs des CAM. Ce compte rendu complet du travail du Fonds ne pouvait pas mieux tomber car la nécessité d'améliorer la SST dans le monde n'a jamais été aussi grande.



**Joaquim Pintado-Nunes**

Chef, Service de l'administration du travail, de l'inspection du travail et de la sécurité et de la santé au travail, OIT

## SESSION PLÉNIÈRE 1

# La SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en période de COVID-19

### Objectif

Ouvrir un dialogue sur la manière dont les réalisations et les événements récents dans le domaine de la SST ont influencé la SST dans les CAM et réfléchir au rôle actuel et futur du VZF dans la progression vers l'objectif de zéro accident ou maladie graves et mortels dans les CAM.

### Intervenants

#### **Guy Ryder**

Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

#### **Hubertus Heil**

Ministre du travail et des affaires sociales, Allemagne

#### **Ergogie Tesfaye**

Ministre du travail et des affaires sociales, République fédérale démocratique d'Ethiopie

#### **Roberto Suárez Santos**

Secrétaire général, Organisation Internationale des Employeurs (OIE)

#### **Owen Tudor**

Secrétaire général adjoint, Confédération Syndicale Internationale (CSI) \*

### Modératrice

#### **Conny Czymoch**

Modératrice et journaliste internationale indépendante

### Résumé de la session

Le Directeur général Ryder (DG) a ouvert le Forum en rappelant aux participants que chaque année, plus de 2,7 millions de personnes dans le monde meurent de blessures ou de maladies dues au travail. Ce bilan constitue en fait une pandémie permanente bien que, tragiquement, la plupart de ces décès soient évitables.

Le DG a rappelé que le Fonds Vision Zéro a été créé pour prévenir les décès et les blessures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Son modèle d'action collective a un rôle particulier à jouer. En réunissant les parties prenantes, le VZF élabore des solutions pour un avenir meilleur, plus sûr et plus durable pour les personnes travaillant dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce Forum est donc une démonstration opportune et importante de l'engagement de l'OIT à travailler avec tous les acteurs pour atteindre cet objectif.

Le DG a fait remarquer que la pandémie de COVID-19 soulignait l'importance majeure de la sécurité et de la santé au travail et qu'elle mettait en évidence les effets du manque de ressources et de préparation des systèmes de SST et d'une protection insuffisante des travailleurs. En effet, des pratiques non

L'enregistrement de cette session est disponible ici >



conformes en matière de SST dans un seul lieu de travail peuvent avoir des répercussions sur plusieurs entreprises, communautés et pays. Les conséquences des conditions de travail dangereuses constituent une augmentation de la pauvreté, des dommages aux entreprises et aux économies, et également une charge accrue sur les systèmes de protection sociale.

Le DG a également rappelé aux participants du Forum les efforts de longue date déployés par l'OIT pour protéger les travailleurs contre les maladies et les accidents depuis plus de 100 ans. Il a souligné que le concept d'une approche de la sécurité et de la santé fondée sur les droits gagne du terrain, conformément aux termes de la cible 8.8 des Objectifs de développement durable (ODD), qui vise à

**« protéger les droits du travail et promouvoir des environnements de travail sûrs pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs migrants, en particulier les femmes migrantes, et les personnes ayant un emploi précaire »**

Lors de la Conférence internationale du travail du centenaire de l'OIT, une proposition a été adoptée pour inclure des conditions de travail sûres et saines dans le cadre des principes et des droits fondamentaux au travail de l'OIT.

Le **Ministre Heil** a commencé son allocution en faisant valoir qu'une mauvaise SST peut avoir des conséquences dévastatrices sur la vie et les moyens de subsistance des travailleurs. Une mondialisation véritablement équitable

doit intégrer des conditions de travail sûres et saines pour tous les travailleurs, y compris ceux des CAM. Il est plus que temps d'adopter des engagements mondiaux plus forts en matière de SST, notamment en en faisant une norme de travail fondamentale de l'OIT.

Le VZF a été créé sous la présidence allemande du G7, précisément pour améliorer la SST dans les CAM. Le Fonds apporte une contribution importante dès l'origine de la chaîne d'approvisionnement, notamment en impliquant les partenaires sociaux dans la réduction des accidents du travail. La promotion par le VZF des normes de travail de l'OIT dans ce contexte établit également des repères clairs pour que toutes les entreprises assument leurs responsabilités légales et éthiques.

Le ministre a fait remarquer que, notamment pendant la pandémie, le VZF a prouvé sa capacité à réagir rapidement, en mettant en œuvre des contre-mesures préventives contre la COVID-19 au Laos, au Vietnam et dans d'autres parties du globe. Le VZF a remporté d'importants succès dans ses pays partenaires, mais davantage d'entreprises doivent se joindre à lui pour prendre la responsabilité d'améliorer la vie des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement.

Le ministre Heil a conclu ses remarques en faisant observer que les États membres devraient envisager de rendre les entreprises conjointement responsables de la garantie d'un travail décent tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Pour sa part, l'Allemagne se prépare à adopter une nouvelle loi sur le devoir de diligence des entreprises, qui permettrait aux représentants des travailleurs, aux syndicats et aux ONG de représenter les victimes de conditions de travail inférieures aux normes devant les tribunaux allemands. Ce type de législation peut servir de modèle à d'autres pays.

**La ministre Tesfaye (par message vidéo)** a commencé son intervention en reconnaissant qu'une croissance inclusive et riche en emplois grâce au travail décent est le catalyseur de la réalisation des objectifs de développement de l'Éthiopie. La politique nationale est conçue pour faire de l'Éthiopie un modèle de prospérité africaine d'ici à 2030, le développement des secteurs du vêtement et du textile étant des priorités essentielles. Pour faire avancer cette politique, elle a exprimé l'engagement du gouvernement éthiopien à garantir les droits et principes fondamentaux au travail, tout en poursuivant des politiques de développement anti-pauvreté et en encourageant un dialogue significatif entre les partenaires sociaux. La récente ratification par le pays des huit conventions fondamentales de l'OIT est la preuve de son engagement envers la promotion du travail décent.

Lors du lancement des activités du VZF en Éthiopie, une cartographie du système d'assurance contre les accidents du travail a été réalisée au niveau national, ce qui a permis d'améliorer le système de sécurité sociale. Le VZF soutient maintenant les efforts d'établissement d'un nouvel Institut national pour la sécurité et la santé au travail, et la numérisation du processus d'inspection du travail, y compris l'enregistrement et la notification des blessures et des maladies liées à la SST, ainsi que la prévention et le règlement des litiges.

En réponse à la pandémie de COVID-19, l'Éthiopie a déclaré l'état d'urgence pour offrir aux travailleurs une protection contre les pertes d'emploi. Elle a élaboré un protocole sur le lieu de travail et une liste de contrôle COVID pour les employeurs. Le VZF, dans le cadre du programme Siraye de l'OIT, a distribué du matériel éducatif sur la COVID-19 dans 42 usines employant 45 704 personnes (38 715 femmes). Plus de 265 séances de conseil ont été organisées pour aider les usines à mettre en place des systèmes de gestion et un dialogue en matière de SST, pour à appliquer des plans d'amélioration et visant à atténuer les problèmes liés à la COVID-19. En outre, le ministère a élaboré des modules de formation sur le thème de l'atténuation des effets de la COVID-19 et sur la planification et la reprise de la continuité des activités. Il a créé des groupes de travail sur la COVID-19 ; il a renforcé les capacités des comités de SST ; et il a mené 35 inspections sur les lieux de travail afin d'évaluer la conformité.

Madame la ministre a souligné le soutien important du secteur privé, qui a mené des initiatives de proximité, des vidéos de sensibilisation et des alertes sur les médias

sociaux. Désormais, plusieurs sites du parc industriel d'Hawassa et de la communauté environnante sont des centres d'information sur la manière d'enrayer la propagation de la COVID-19. Madame la ministre a conclu en notant qu'avec le soutien de l'OIT et du BMZ, le gouvernement a lancé un programme de subventions salariales, dont bénéficieront 40 000 travailleurs du secteur du textile et du vêtement.

**Le secrétaire général Suarez** a ouvert son discours en soulignant le fait que la pandémie ait exacerbé les problèmes de SST dans les CAM. Il a rappelé la nécessité pour tous les acteurs de s'engager dans une action collective pour améliorer la SST, notamment en renforçant les inspections du travail et en s'engageant à nouveau en faveur de la SST, des droits humains et de la promotion du travail décent.

Il a également fait remarquer le caractère crucial des partenariats pour obtenir des effets multiplicateurs et garantir ainsi que, les améliorations apportées aux CAM, bénéficient à l'ensemble de la main-d'œuvre. Il n'est pas acceptable que seuls les employés des entreprises multinationales obtiennent de meilleures conditions de travail. Déclarant que le renforcement des capacités est essentiel pour améliorer la SST, le secrétaire général a affirmé que l'OIE s'engage à faire progresser la SST et les droits humains en partenariat avec toutes les parties prenantes.

**Le secrétaire général adjoint, M. Tudor**, a débuté son intervention en déclarant que la priorité numéro un du mouvement syndical mondial est de sauver des vies au travail. Il a ajouté que plusieurs considèrent que les estimations réelles des décès et des blessures sur le lieu de travail sont beaucoup plus élevées que celles qui sont disponibles.

M. Tudor a déclaré que la santé et la sécurité devraient être des droits fondamentaux au travail, au même titre que les autres droits fondamentaux de l'OIT, comme le préconise la déclaration du centenaire de 2019. Faire de la SST un droit fondamental au travail permettrait aux CAM d'offrir de meilleures conditions, plus sûres et plus saines tout au long des chaînes d'approvisionnement, au lieu de faire baisser les normes et les coûts au degré le plus bas.

Relevant le coût des améliorations en matière de SST, M. Tudor a convenu que le VZF représente un moyen important de diriger cet argent vers la protection des vies au travail. Mais il est également essentiel de donner aux individus les informations et les droits nécessaires afin d'utiliser eux-mêmes ces connaissances, pour qu'ils puissent exiger une protection de la part de leurs employeurs,

mais aussi des marques internationales et des entreprises multinationales (EMN) et également des inspecteurs gouvernementaux.

Les entreprises internationales doivent quant à elles, adopter un meilleur comportement, dans le cadre de la diligence raisonnable imposée par la loi. Les Nations Unies, l'OIT et l'OCDE doivent adopter des règles plus strictes. Sans un traité des Nations Unies sur la conduite responsable des entreprises, sans une convention de l'OIT sur la diligence raisonnable dans les CAM et des lignes directrices plus strictes pour les entreprises multinationales de la part de l'OCDE, le VZF ne fera qu'effleurer la pointe de l'iceberg.

Enfin, M. Tudor a déclaré qu'au niveau mondial, les médecins et les chercheurs devaient apprendre à poser des questions aux personnes souffrant de maladies et de blessures comme par exemple :

## « Quel travail faites-vous et à quel endroit? »

Faire de la COVID-19 une maladie professionnelle notifiable, déclarée, et indemnisable en vertu de la recommandation 194 de l'OIT, cela constituerait un bon début.

### Session de questions et réponses

Le **modérateur** a ouvert la session de questions et réponses en demandant au DG de l'OIT de parler du travail de l'OIT pour garantir des lieux de travail sûrs et sains dans le monde entier. Il a souhaité connaître de la réponse à la pandémie, et a donné son avis concernant l'impact que des initiatives telles que le VZF proposent, pour renforcer le rôle de leader de l'OIT.

Le **Directeur Général** a répondu qu'il était encourageant d'observer un fort consensus sur l'amélioration de la situation de la SST dans le monde. Tous visent le même objectif. Au cours des 100 dernières années, l'OIT a appris qu'il était nécessaire de : (i) combiner un cadre normatif avec une intervention sur le terrain ; (ii) renforcer les capacités des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs ; et (iii) comprendre les réalités dans lesquelles ces capacités sont utilisées.

Soulignant l'approche d'action collective du VZF, le DG a fait remarquer que toutes les parties prenantes devaient s'impliquer, car les questions de SST sont interrelées à d'autres enjeux : lorsque les droits sont respectés, la participation est possible, les travailleurs peuvent s'exprimer, les inspections de SST fonctionnent mieux et les conditions de travail s'améliorent. Davantage de parties prenantes doivent s'impliquer, et un esprit de coopération mondiale doit être maintenu sur cette question, même si les opinions divergent.

Le **ministre Heil** a répondu que le VZF s'inscrit parfaitement dans le programme d'action de l'Allemagne qui promeut les droits humains et le travail décent dans les CAM. La création du VZF a constitué une étape importante dans

l'amélioration des conditions de travail dans les CAM, mais les entreprises ne sont pas assez nombreuses à exercer une diligence raisonnable de leur propre chef. Des lois sont nécessaires pour rendre obligatoire la diligence raisonnable en matière de droits des travailleurs. La nouvelle loi allemande obligera les entreprises multinationales à s'engager avec l'ensemble de leurs CAM sur les questions de droits humains. Les entreprises allemandes doivent désormais s'assurer qu'il n'y a pas de violations des droits humains dans leurs chaînes d'approvisionnement. Les entreprises qui tolèrent de telles violations seront pénalisées, bien qu'il soit reconnu que de nombreuses entreprises aient besoin de soutien pour appliquer la loi de manière efficace. Monsieur le ministre a espéré que la nouvelle loi débouchera sur des lois similaires dans l'UE et que de nouveaux accords et de nouvelles directives multilatéraux soutiendront les efforts en cours pour assainir les CAM. Le VZF répond exactement à ces besoins, mais davantage de ressources sont nécessaires pour mener à bien cette initiative, notamment le soutien financier des entreprises multinationales.

**M. Suarez Santos** a fait remarquer que la clé du succès dans ce domaine est l'implication significative des acteurs clés sur le terrain. Le renforcement des capacités des acteurs clés, l'investissement auprès des parties prenantes locales et l'amélioration de la communication avec les acheteurs porteront leurs fruits.

**M. Tudor** a répondu que pendant la pandémie de COVID-19, les travailleurs de première ligne dans de nombreuses professions ont été exposés au virus de la COVID-19. Trop souvent, ces travailleurs n'ont pas bénéficié de la protection

sociale dont ils ont besoin et ils ont contracté le virus ou l'ont rapporté dans leur famille. Les travailleurs du secteur informel et de l'économie parallèle ne peuvent pas se permettre de prendre des congés pour s'occuper de leurs enfants ou de leur conjoint malade, ni même de rester à la maison lorsqu'ils sont malades. En raison de l'absence de représentation syndicale, les tests sont insuffisants, les équipements de protection trop rares et le travail n'est pas organisé de manière à garantir la distanciation sociale ou le télétravail. Selon lui, pour mieux reconstruire, il faut mettre en place une série de mesures de relance et de résilience dont voici la liste : un investissement dans l'emploi, une amélioration des services publics, une égalité de traitement pour les femmes et les personnes de couleur, une protection sociale universelle et, dans un premier temps, un Fonds mondial de protection sociale. Toutes ces initiatives pourraient être mises en place avec le soutien du VZF.

**Le Directeur Général Monsieur Ryder** a ensuite déclaré que 2021 devait être une année non seulement de récupération, mais aussi d'avancée, en développant notamment une vision de l'avenir du travail. Cette vision pourrait s'appuyer sur un travail carboneutre et numérique, mais aucun décès ou risque sanitaire pour les travailleurs ne doivent en découler.

**Le ministre Heil** a observé que le défi de l'amélioration de la SST dans les CAM est freiné par un clivage entre les lois sur la diligence raisonnable rendant obligatoire l'amélioration du lieu de travail, et les initiatives privées faisant appel au soutien volontaire. Il a déclaré que

la SST dans les chaînes d'approvisionnement est inadéquate et qu'une réponse collective est indispensable. Les gouvernements doivent prendre des engagements multilatéraux et la SST doit devenir un droit fondamental du travail. Les entreprises doivent être mandatées pour assumer une responsabilité mondiale et garantir ainsi, la santé et la sécurité de leurs travailleurs partout dans le monde. Les progrès réalisés au cours des cinq dernières années ont été insuffisants et il est temps d'avancer ensemble.

**M. Tudor** a déclaré que les gouvernements qui financent le Fonds Vision Zéro doivent faire plus. Comme l'ont dit les ministres du travail du G20 lorsqu'ils ont soutenu le Fonds, cela inclut le dialogue social, car les syndicats, le personnel de sécurité et les comités de sécurité sauvent des vies au travail. Cela fait six ans que le gouvernement allemand a lancé le VZF au G7 ; quatre ans que les ministres du travail et de l'emploi du G20 lui ont apporté leur soutien ; deux ans que la déclaration du centenaire de l'OIT a été adoptée. Toutes ces initiatives ont eu lieu avant que la pandémie n'éclate. L'effet mondial de la COVID-19 appelle à poser une question clé : « Si l'on ne fait pas de la santé et de la sécurité au travail un droit fondamental dès aujourd'hui – dans les chaînes d'approvisionnement et dans l'ensemble du marché du travail – quand le fera-t-on ?! ».

## ATELIER 1

# Le travail du VZF à ce jour : les réalisations globales, les défis et les plans futurs

### Objectif

Cet atelier a pour objectif de fournir une vue d'ensemble du travail du VZF à ce jour, avec un accent sur les réalisations, les défis et les plans futurs dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

### Intervenants

#### **Jerson Razafimanantsoa**

Directeur général du travail et des lois sociales, Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales, Madagascar

#### **Gustavo Solorzano**

Avocat, Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP)

#### **Maura Patricia Hernandez Tapia**

Coordinateur de programme, Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM)

#### **Mark Mittelhauser**

Sous-scrétaire adjoint associé aux affaires internationales, Département américain du travail

#### **Ockert Dupper**

Responsable du programme mondial, VZF, OIT \*

### Modératrice

#### **Rie Vejs-Kjeldgaard**

Département des partenariats et de la coopération au développement, OIT

### Résumé de la session

**M. Ockert Dupper** a commencé par mentionner que le premier défi auquel le secrétariat du VZF a été confronté était de traduire le mandat donné par le G7 en programme mondial efficace. Cette tâche a été facilitée par le fait que le Fonds est géré par l'OIT et fait partie de son programme phare « Sécurité et santé pour tous ». Cela signifie que l'approche du VZF s'ancre dans les normes internationales du travail et le tripartisme, ce qui a permis au Fonds d'utiliser le pouvoir de convocation de l'OIT pour réunir les parties prenantes, ainsi que d'accéder à ses connaissances techniques et à son expertise en matière de SST.

Depuis son lancement en 2016, le VZF a élaboré un cadre d'intervention qui commence par la cartographie de la chaîne d'approvisionnement à travers le prisme de la SST afin d'identifier les risques et les points d'entrée pour l'amélioration, en travaillant sur plusieurs échelons de la chaîne d'approvisionnement : le lieu de travail, le secteur, au niveau national et au niveau mondial. Il a également établi un cadre de gouvernance multipartite avec la participation de ses partenaires sociaux et de développement, et il a mis en place un portefeuille de projets qui, à ce jour, ont

L'enregistrement de cette session est disponible ici >



bénéficié à plus de cinq millions de travailleurs dans huit pays sur trois continents, et dans trois chaînes d'approvisionnement. Le Fonds travaille principalement dans les secteurs du vêtement, du textile et de l'agriculture, mais le VZF a récemment fait son entrée dans un nouveau secteur à haut risque, celui de la construction.

Le VZF a élaboré de nouvelles informations sur la sécurité et la santé au travail dans les CAM, qui servent à la conception de ses projets et elles sont utilisées avec ses partenaires pour concevoir des solutions collectives. Il s'associe à d'autres initiatives, notamment celles de l'OIT, pour utiliser la technologie afin de générer de meilleures données sur les conditions de SST au bas de l'échelle des CAM. Une solution implique l'utilisation d'un assistant virtuel pour recueillir des données sur la SST directement auprès de ceux qui ne sont pas atteints par les méthodes d'enquête standard, en cours d'expérimentation au Mexique.

Au sujet de la pandémie de COVID-19, M. Dupper a mentionné que le VZF a réagi rapidement grâce à ses relations avec les mandants du Fonds, et à la flexibilité des donateurs et des partenaires de développement. Le VZF aide les travailleurs et les employeurs à de nouveau ouvrir les lieux de travail en toute sécurité. Pour étendre l'impact de sa réponse à la COVID-19 au-delà des pays du VZF, il collabore avec le programme Better Work de l'OIT-IFC dans le secteur du vêtement au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie et au Vietnam.

**M. Jerson Razafimanantsoa** a observé que jusqu'en 2017, date à laquelle les activités du VZF ont débuté dans son pays, le système national de SST connaissait des problèmes importants, notamment le fait que la SST était absente de la liste des priorités de l'administration du travail. En effet, le pays souffrait d'un manque de compétences institutionnelles en matière de SST et au niveau des entreprises, peu de ressources étaient consacrées au contrôle de la conformité en matière de SST, ce qui entraînait des déficits

importants sur le lieu de travail ; et la couverture des travailleurs temporaires par les services de santé en matière de SST était minime.

**Mr Gustavo Rafael Solórzano Díaz** a exprimé l'engagement de la COHEP envers les Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 8. Le COHEP voit là, une occasion dans le projet actuel du VZF « d'une amélioration de la SST dans la chaîne d'approvisionnement du café au Honduras ». Il a notamment cité le soutien du Bureau des activités pour les employeurs de l'OIT (ACT/EMP) dans le lancement de cet important projet, ainsi que la Commission européenne (CE) pour avoir permis le financement.

Le COHEP reconnaît que la SST est d'une grande importance tant sur le plan économique que sur le plan du développement social des travailleurs, en particulier ceux des zones rurales. Le COHEP s'engage à protéger la SST de toutes les personnes impliquées dans la production de café, en particulier pendant la pandémie. La grande crainte était que les exportations de café – ce qui représente l'activité agricole la plus importante au Honduras – soient affectées par la pandémie. Mais le VZF a mis en place un outil permettant de protéger la santé des travailleurs pendant la pandémie tout en renforçant la prévention de la SST. De plus, de nouvelles initiatives de formation dans le secteur du café contribuent à sensibiliser de nombreux Honduriens à l'importance de la SST. Le projet VZF a permis au Honduras d'être plus compétitif sur les marchés mondiaux ; il peut ainsi vendre du café en respectant les normes de travail strictes des pays hautement industrialisés, conformément à sa politique nationale de respect des droits humains et des droits des travailleurs.

**Mme Patricia Hernandez** a indiqué que l'intérêt du CTM à collaborer avec le VZF est né de la nécessité de répondre au problème des déficits en matière de SST dans le secteur. Le projet permettra d'offrir de meilleurs

programmes de prévention et de protection de la santé des travailleurs. Mme Hernandez a exprimé l'espoir que la collaboration développée dans le cadre du projet VZF améliorera les conditions de travail tout au long de la chaîne d'approvisionnement ciblée, et améliorera la mise en œuvre de la législation nationale, notamment en ce qui concerne la ratification par le Mexique de la convention N 155 de l'OIT, où des problèmes de conformité pendant la pandémie ont été exposés. Mme Hernandez espère également que le Mexique renforcera la capacité des parties prenantes à élaborer de meilleures politiques de SST au niveau national, sectoriel et local.

**M. Mark Mittelhauser** a fait remarquer que les États-Unis ont été de fervents partisans du VZF depuis sa création. L'USDOL s'est engagé auprès du VZF en raison de l'importance du sujet et de la nécessité d'une action collective urgente, en particulier pendant cette pandémie.

Le VZF a fait un excellent travail en faisant avancer sa vision, en opérant de manière stratégique et en mobilisant et en allouant des ressources. La structure du fonds multi-donateurs du VZF permet aux partenaires sociaux et aux gouvernements de mettre en commun leurs ressources et de renforcer l'action collective, et cela encourage tous les participants à jouer un rôle dans l'amélioration de la SST. Au Mexique, le VZF permet d'atteindre efficacement l'objectif d'amélioration de la SST dans certaines chaînes de valeur, mais crée également des effets d'entraînement en améliorant les moyens de subsistance des travailleurs, en renforçant la voix des travailleurs et en autonomisant les travailleuses. M. Mittelhauser a exprimé l'espoir de l'USDOL que le programme VZF continue à se développer et à poser des questions pertinentes sur la manière d'être encore plus efficace. L'administration Biden-Harris reconnaît que reconstruire en mieux doit signifier reconstruire en mieux pour la sécurité et la santé des travailleurs.

## Session de questions et réponses

Lorsqu'il a été demandé de fournir au Forum des exemples précis de l'impact mondial et national du travail du Fonds, et notamment de résumer les différents défis rencontrés, M. Dupper a mis en avant deux aspects du travail du VZF : premièrement les efforts déployés aux plans institutionnel et politique, et deuxièmement l'approche du VZF en matière d'action collective.

Le Fonds reconnaît que les gains au palier de l'entreprise (comme la réduction des accidents dans les usines du projet et sur les lieux de travail agricoles, l'amélioration de la manipulation et du stockage des produits chimiques dangereux, la sensibilisation accrue et l'utilisation des équipements de sécurité, etc.) doivent être complétés par des cadres juridiques et politiques solides ainsi que par les institutions nationales qui les mettent en œuvre. Ils doivent être complétés par des cadres juridiques et politiques solides et des institutions nationales qui les appliquent. Une partie importante du travail du VZF se concentre donc sur ces derniers. Parmi les exemples de travail du VZF à ce sujet, citons l'aide apportée aux mandants du Myanmar pour créer un institut national de formation à la SST doté d'une structure de gouvernance tripartite ; mais aussi, l'aide apportée à la

Colombie pour étendre la couverture de la SST à l'ensemble du secteur agricole ; également le soutien à l'adoption par le Laos de l'approche stratégique de conformité de l'OIT pour aider l'inspection du travail à devenir plus efficace et efficiente malgré ses ressources limitées ; et enfin, dans la chaîne d'approvisionnement du litchi à Madagascar, le soutien à l'enregistrement des travailleurs temporaires auprès des services de santé SST locaux.

Bien que son action porte essentiellement sur la prévention, le Fonds veille également à ce que les travailleurs soient protégés lorsqu'ils sont blessés ou souffrent d'une maladie professionnelle. Le Fonds soutient les régimes d'indemnisation des accidents du travail dans les pays où il intervient. Au Myanmar, le VZF a mis au point des procédures simplifiées pour la soumission des demandes d'indemnisation au titre de l'assurance maladie complémentaire, ce qui a permis de réduire de 50 % le temps de traitement et le nombre d'étapes nécessaires à la soumission des demandes d'indemnisation pour les accidents du travail et les blessures professionnelles. Les nouvelles procédures simplifiées ont été expérimentées dans deux municipalités, au bénéfice de 198 000 travailleurs. Ce travail au niveau institutionnel

permet au VZF d'avoir un impact dans toutes les industries, au-delà de ses chaînes d'approvisionnement sélectionnées.

Concernant l'approche d'action collective du VZF, en 2017, les ministres du travail du G20 ont encouragé les gouvernements, les partenaires sociaux, les entreprises locales et internationales ainsi que les ONG à prendre des mesures collectives pour prévenir les accidents du travail et à s'engager à réaliser des actions dans le cadre du Fonds. Sur la base de ce mandat, le VZF a fait de l'action collective un élément central de sa stratégie. Cette approche repose sur le postulat que les causes profondes des déficits en matière de SST dans les CAM sont complexes et revêtent des formes multiples et elles ne peuvent donc être traitées par un seul acteur. Elles nécessitent une approche qui implique un large éventail de parties prenantes agissant collectivement. Ce modèle a été mis en œuvre avec succès en Éthiopie, au Myanmar et au Mexique, mais le VZF s'efforce toujours de faire progresser ce mandat au niveau mondial. Le VZF continue de penser que l'implantation mondiale du modèle d'action collective doit reposer sur des données et des preuves recueillies au niveau national.

**M. Jerson Razafimanantsoa** a ensuite pris la parole en indiquant que la réalisation du VZF dans le secteur du litchi à Madagascar a permis de fournir aux clients internationaux un produit de qualité malgré l'épidémie de peste dans le pays. Des interventions pilotes ont été menées auprès de sept entreprises du GEL (Groupement des Exportateurs du Litchi) qui ont permis de sauver près de 25 000 emplois et 20 000 tonnes de litchis produits dans la région de Tamatave en 2017. Par ailleurs, 2 435 travailleurs saisonniers ont été inscrits aux services de santé SST grâce aux actions de sensibilisation et de formation menées par une équipe pluridisciplinaire.

Le groupe de travail de l'inspection du travail a reçu une formation en matière de SST qui a optimisé les visites de contrôle dans près de 1634 entreprises depuis 2019. Près de 60 000 travailleurs ont également été sensibilisés et formés à la SST. Le soutien du VZF pendant la pandémie de Covid-19 a également permis au gouvernement d'aider 1233 entreprises (y compris celles des secteurs du textile et des secteurs informels), représentant 82475 travailleurs, à endiguer la propagation du virus sur le lieu de travail.

Grâce à la mise en œuvre du VZF, le gouvernement national accorde une plus grande attention aux questions de SST et, grâce aux résultats obtenus par le VZF, il a intégré la sécurité et la santé au travail comme l'une des priorités du Plan d'urgence multisectoriel (2020-2021). Ces résultats ont conduit à une réévaluation du rôle de l'inspection du travail dans la promotion de la sécurité et de la santé au travail à Madagascar. À cet effet, des véhicules tout-terrain ont été mis à la disposition de l'inspection du travail pour faciliter leur mobilité et leur contrôle des entreprises.

**M. Razafimanantsoa** a fait remarquer que le VZF a aidé de nombreux acteurs différents à devenir plus conscients et confiants de leurs rôles, cela s'est avéré particulièrement précieux pendant la pandémie. Le gouvernement malgache est très satisfait des progrès visibles réalisés en matière de SST depuis la réalisation du projet du VZF. Ce dernier a contribué à l'implantation de la politique générale de l'État sur le travail décent et du Plan Emergence Madagascar (PEM, 2019-2023) intitulé « Promotion du travail décent pour tous ». De la part du gouvernement malgache, l'intervenant a profité de l'occasion pour remercier l'OIT et son initiative VZF pour le soutien apporté, et a exprimé le souhait du gouvernement de voir le VZF poursuivre ses interventions à Madagascar pour promouvoir la SST.

**M. Gustavo Rafael Solórzano Díaz** a fait valoir que la culture du café constituait l'activité agricole la plus importante au Honduras. En effet, celle-ci fait vivre 120 000 familles honduriennes et génère un million d'emplois dans le pays, pour une population économiquement active de 4,2 millions de personnes. Plus de 90% du café produit au Honduras est destiné à l'exportation, ce qui fait du pays le troisième producteur des Amériques et le cinquième producteur du monde. Sa production a doublé au cours de la dernière décennie.

Les entreprises s'engagent à ajouter de la valeur au café hondurien et à offrir de meilleures conditions de travail dans le secteur. Plus de 80 % de la production provient de petits et moyens producteurs et, compte tenu de l'importance du secteur, le projet VZF est très pertinent et il a un impact considérable. Grâce à lui, les mentalités dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du café hondurien commencent à changer et des progrès importants ont été réalisés en peu de temps. Le gouvernement reconnaît que la continuité

des améliorations dépendra de la promotion et du soutien du dialogue social. Tous les acteurs partagent la responsabilité dans ce domaine ; l'engagement des employeurs à adopter les pratiques définies au cours du projet est essentiel, tout comme la mobilisation et les connaissances des travailleurs sur le terrain.

Particulièrement valorisés, les projets promus par le Fonds aident le Honduras à atteindre les objectifs de l'OIT en matière de création et de promotion du travail décent et du respect de la dignité humaine. L'expérience avec le VZF a été extraordinaire et a produit des résultats essentiels, qui ont permis d'améliorer la productivité et la compétitivité du secteur du café. M. Gustavo Rafael Solórzano Díaz a demandé au Fonds de poursuivre et d'étendre son travail au Honduras, mais également à d'autres régions et secteurs, tels que le secteur des «Maquila» textiles qui emploie directement 160 000 travailleurs et le secteur de la construction qui compte environ 150 000 travailleurs.

**Mme Hernandez** a ensuite ajouté que le VZF joue un rôle essentiel dans le renforcement de la culture de la SST à tous les échelons, et dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, avec une approche qui respecte la relation entre les droits fondamentaux de l'OIT et le droit à la SST, conformément à l'approche du travail décent de l'OIT. Elle a exprimé le souhait d'un travail plus direct sur la SST avec les organisations syndicales, y compris des alliances globales avec le secteur privé. Elle souhaite également que l'accent soit placé sur la contribution de la SST à la productivité, et ainsi que soit renforcé sa valeur en tant qu'investissement économique. Elle souligne aussi l'importance de l'implication du monde universitaire dans l'analyse et le partage des connaissances ; la nécessité de développer de nouveaux programmes ; et enfin le maintien d'une coopération internationale accrue.

**M. Mittelhauser** a ensuite pris la parole pour faire part du soutien de l'USDOL à une nouvelle intervention du VZF au Mexique, qui est particulièrement pertinente dans le contexte de l'accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Le projet VZF aidera le Mexique à se conformer aux dispositions de l'ACEM, notamment celles relatives à la SST. Les États-Unis ont inclus des dispositions relatives au travail dans les accords commerciaux depuis de nombreuses années, reconnaissant pleinement le lien entre les droits des travailleurs et les

avantages commerciaux. Les normes du travail contenues dans ces accords commerciaux s'inspirent des normes de l'OIT, notamment de l'importance du dialogue social et de la coopération technique en matière de SST. En effet, L'USDOL finance depuis des décennies des programmes d'assistance technique visant à renforcer les droits des travailleurs et il est très satisfait de collaborer avec le VZF pour promouvoir des lieux de travail sûrs et sains. Le VZF a également développé des outils utiles pour aborder la SST pendant la pandémie. L'USDOL espère que les projets du VZF continueront de se concentrer sur les femmes sur le marché du travail, d'atteindre les employeurs afin de faire entendre la voix des travailleurs.

**M. Dupper** a clôturé la discussion en soulignant l'importance du mandat du Fonds au sein du G7, qui, avec le pouvoir de rassemblement de l'OIT, a ouvert une réflexion sur les causes profondes des déficits en matière de SST dans les CAM. Le VZF a constaté qu'en travaillant dans différents secteurs, son insistance à commencer par une cartographie complète de la chaîne d'approvisionnement a permis de définir les meilleurs points d'entrée pour les activités du projet. L'exercice de cartographie alimente le dialogue avec les parties prenantes afin de construire le cadre d'une action collective en matière de SST. Par conséquent, les changements qui surviennent au cours d'un projet du VZF sont plus durables et plus profondément ancrés dans les institutions clés au niveau national.

## DISCUSSION RÉGIONALE 1

# Comment l'amélioration de la SST facilite l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales : l'expérience du VZF en Asie

### Objectif

Partager les bonnes pratiques en matière de SST implantées dans les pays du projet VZF en Asie, et démontrer comment les améliorations en matière de SST peuvent conduire à une productivité accrue et à un meilleur accès au marché. Les sujets abordés comprennent l'action collective sur des questions d'intérêt commun telles que les produits agrochimiques, le changement climatique et le rôle des coopératives.

### Intervenants

#### **Tran Thi Lan Anh**

Secrétaire général adjoint de VCCI Vietnam

#### **Sengchanh Khammountha**

Vice-président de l'Association laotienne du café

#### **Thai Quynh Mai Dung**

Directeur du département international, général du Vietnam Confédération du travail (VGCL)

#### **Shruti Patidar**

Responsable régional des terres et de la liberté, UITA Asie et Pacifique

#### **Marian Boquiren**

Spécialiste en développement et chaînes de valeur mondiales

#### **Mariana Infante**

Conseillère technique en chef, VZF Myanmar, OIT

#### **Kallene Ryan**

Chercheuse et spécialiste du suivi et de l'évaluation, groupe de recherche True North

#### **Kristina Kurths**

Conseillère technique en chef, VZF Lao et Vietnam, OIT

### Modérateur

#### **Rene Robert**

Spécialiste de l'administration du travail et de l'inspection du travail, Équipe pour le travail décent en Asie de l'Est et du Sud-Est et dans le Pacifique, OIT

L'enregistrement de cette session est disponible ici >

## Résumé de la session

**Mme Marian Boquiren** a ouvert la discussion en évoquant l'importance socio-économique de la SST dans l'agriculture au sein des économies asiatiques. Au Laos, le VZF se concentre sur la chaîne d'approvisionnement du café mais il a commencé à travailler dans le sous-secteur de la banane. Les grains de café Robusta sont vendus principalement au Vietnam par le biais du commerce frontalier, tandis que les grains Arabica sont exportés vers l'Europe, les États-Unis, le Japon et d'autres pays. Au Myanmar, le VZF travaille principalement dans le sous-secteur du gingembre, avec des retombées sur d'autres cultures grâce à la collaboration entre les acteurs communautaires, le gouvernement et les acteurs du marché. Le gingembre est vendu par le biais du commerce frontalier où le prix est le critère le plus important. Une partie du produit est également exportée en Allemagne, aux États-Unis et au Canada, où les acheteurs et les gouvernements attendent le respect des normes sociales et environnementales. Le respect des normes sociales, y compris la SST, devient rapidement la norme et une condition préalable à la participation à ces chaînes d'approvisionnement. Les récents accords commerciaux conclus dans la région incluent la SST parmi les dispositions relatives aux normes du travail.

Pour le commerce frontalier dans les deux pays, la principale contribution de la SST est l'augmentation de l'efficacité et de la productivité des travailleurs, ce qui améliore la compétitivité des prix. Les agriculteurs ayant amélioré leurs pratiques en matière de SST, notamment en ce qui concerne l'utilisation de produits chimiques, ils sont désormais les fournisseurs privilégiés des transformateurs et des exportateurs de gingembre. Au Laos, la conformité à la SST est de plus en plus importante car les exportateurs et les transformateurs de café s'orientent vers les marchés haut de gamme et spécialisés. Les bonnes pratiques en matière de SST se sont traduites par la continuité des activités au Laos, où les ventes à l'exportation de café en 2020 ont augmenté de 36 % par rapport à 2019.

Mme Boquiren a ensuite souligné les points clés concernant le travail du VZF dans l'agriculture :

Le travail du VZF dans l'agriculture s'est d'abord concentré sur la formation des agriculteurs et des ouvriers agricoles afin de mieux cerner les risques de SST. Pour gagner la confiance et stimuler l'engagement des agriculteurs, le projet a tout d'abord dû déterminer de petits changements et des améliorations peu coûteuses à apporter relativement vite

à la SST et la productivité. Au fil du temps, le projet a acquis la confiance et l'adhésion des acteurs du marché pour des améliorations plus importantes en matière de SST. Une exposition plus sécuritaire aux produits chimiques a été assurée par l'utilisation correcte des EPI, la lutte intégrée contre les parasites et le passage à l'agriculture biologique. Les petites exploitations de café qui vendent à des marchés spécialisés ont emprunté la voie de l'agriculture biologique pour résoudre ce problème. Au Myanmar, la transition vers l'agriculture biologique s'est faite progressivement pour respecter les limites maximales de résidus imposées par les marchés d'exportation.

Les interventions du VZF pour l'amélioration de la sécurité lors du désherbage, de la taille et de la récolte dans les plantations de café ont exigé du projet qu'il démontre que les avantages en matière de sécurité avaient pour objectif de mieux protéger les travailleurs et de compenser les coûts d'exécution. Dans le cadre du projet, plus de 80 % des caficulteurs formés ont mis en place des améliorations en matière de SST, notamment une meilleure organisation du lieu de travail, de la sécurité électrique et des machines, de la sécurité chimique, des installations de bien-être et de la protection de l'environnement. Avoir un objectif commercial clair s'est avéré être une condition importante pour déterminer les améliorations potentielles de SST, tant dans le sous-secteur du gingembre que dans celui du café.

L'exposition aux risques professionnels est fortement corrélée à la vulnérabilité de l'emploi. Les agriculteurs et les travailleurs qui ne sont pas membres de syndicats, d'associations ou de coopératives sont plus exposés aux risques professionnels que les travailleurs syndiqués. Dans la région, le travail agricole est de plus en plus effectué par des travailleurs journaliers et saisonniers, qui font face à des niveaux élevés de stress économique sans avoir accès aux prestations de sécurité sociale. Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que les inondations, les tempêtes et les sécheresses, sont de plus en plus fréquents et intenses, ce qui entraîne des risques accrus pour les travailleurs agricoles. Par exemple, des températures plus élevées peuvent accroître les infestations de parasites et de mauvaises herbes, ce qui nécessite l'application de plus de produits chimiques. La chaleur augmente également le risque de stress thermique, le risque de coup de chaleur et de fatigue, tout en menaçant de réduire le rendement des cultures. Par conséquent, la prévention relative à la SST est étroitement liée au renforcement de la résilience climatique.



**Mme Kallene Ryan**, chercheuse et spécialiste du suivi et de l'évaluation, a travaillé avec le VZF au Myanmar pour élaborer une évaluation des réalisations du projet dans les CAM du gingembre et du vêtement. Au Myanmar, le projet couvre quatre thèmes : la prestation de services, la productivité, le développement institutionnel et l'action collective. Dans ces quatre domaines, le projet a engrangé d'importants succès. La SST devient un important catalyseur de changement en raison de ses liens avec les droits des travailleurs, la qualité des produits et la productivité. Le dialogue social s'est intensifié et les acteurs clés développent une vision à long terme pour le secteur du gingembre, qui comprend d'importantes protections en matière de SST. Le projet a permis d'initier un dialogue social plus efficace dans le secteur du vêtement.

**Mme Mariana Infante Villarroel** a dégagé plusieurs facteurs clés de la réussite du VZF au Myanmar, notamment l'ouverture d'un bureau de terrain à temps plein à Taunggyi, dans l'État de Shan, afin que l'équipe du projet puisse collaborer directement et régulièrement avec les agriculteurs et les parties prenantes des différentes communes. Dans le secteur du vêtement, les travailleurs se sont intéressés à l'analyse de rentabilité de la SST, car ils utilisent pour formuler leurs préoccupations en matière de SST à la direction. Le VZF a également découvert que le fait de s'appuyer sur de petits succès cela ouvrait la voie à des améliorations de la SST nécessitant davantage de ressources. Mme Mariana Infante Villarroel a également noté que le Myanmar travaille à

l'élaboration de nouvelles réglementations en matière de SST pour l'agriculture, mais que le projet va de l'avant avec des activités pratiques de SST, plutôt que d'attendre des orientations réglementaires, qui peuvent tarder. Le projet a également fortement contribué aux réformes de la prestation de services dans le système de régimes d'indemnisation des accidents du travail. En effet, les résultats pilotes montrent une diminution de 75 % des délais de traitement des demandes, au bénéfice de près de 200 000 travailleurs du secteur du vêtement. Le projet a également utilisé son pouvoir de convocation pour organiser des événements pour les parties prenantes du secteur du gingembre qui ont ouvert de nouveaux marchés pour les acteurs locaux ; et de cette façon, les acteurs du secteur du gingembre font directement l'expérience de l'argumentaire commercial en faveur de la SST.

**Ms Kristina Kurths** a fait part d'une série de projets impliquant des parties prenantes locales, des représentants du gouvernement et des organisations de travailleurs en République démocratique populaire lao – notamment une campagne d'information sur les prestations de sécurité sociale pour les petits exploitants agricoles, ce qui leur a permis d'accéder aux droits relatifs liés aux pertes de productivité dues aux accidents du travail. Les améliorations ciblées en matière de SST au niveau provincial ont entraîné des retombées positives dans d'autres domaines. Grâce à une solide collaboration en matière de formation avec les instituts de recherche agricole, 80 % des agriculteurs formés ont instauré des mesures d'amélioration de la SST.

**M. Sengchanh Khammountha** a fait remarquer que le VZF a réuni les principales parties prenantes de manière efficace, et que la formation à la SST menée village par village a conduit les agriculteurs à adopter des mesures de protection. Il pense que le projet peut être étendu à d'autres régions du pays, car les améliorations relatives à la santé, la productivité et l'impact sur le lieu de travail ont été significatives et positives.

**Mme Tran Thi Lan Anh** a indiqué que le Vietnam exporte du café vers plus de 80 pays, générant trois milliards de dollars US par an. Ce secteur emploie plus de 600 000 travailleurs, principalement des petits exploitants familiaux. Les agriculteurs comprennent que pour tirer profit des nouveaux accords de libre-échange, il est nécessaire de respecter les règles de SST. Cependant, le secteur ne dispose pas de données fiables sur les blessures et les maladies liées à la SST en raison de l'absence de rapports. La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Vietnam souhaite améliorer la SST dans le secteur du café afin d'avoir accès aux certifications sur les marchés de l'UE et des États-Unis, ce qui se traduira par des prix plus élevés.

**Mme Thai Quynh Mai Dung** a observé que le projet du VZF est chaleureusement accueilli dans la chaîne d'approvisionnement du café. La CGTV vise à renforcer sa compréhension de la SST et à s'engager efficacement avec d'autres parties prenantes, dans une action collective.

**Mme Shruti Patidar** a indiqué que l'UITA avait reçu une formation de SST et qu'elle entendait utiliser ces informations pour accroître son pouvoir de négociation. Dans les plantations de thé, la plupart des travailleurs sont des femmes, largement non représentées. L'UITA aide les organisations de travailleuses à s'organiser localement, afin de faire adopter des changements positifs en matière de SST.

Au cours de la discussion qui a suivi, **Mme Ryan** a déclaré que les coopératives peuvent établir des systèmes de contrôle de la SST, mais qu'elles ont besoin de plus de soutien. Les changements de comportement en matière de SST sont motivés par des pratiques qui promettent une augmentation des profits ou de la productivité.

**Mme Mariana Infante** a ensuite clos la discussion en faisant remarquer qu'au Myanmar, on n'a pas encore eu l'occasion d'expérimenter l'impact des accords de libre-échange. En effet, le projet actuel met plutôt l'accent sur le respect des exigences d'entrée sur les marchés mondiaux.

## DISCUSSION RÉGIONALE 2

# Approche systématique pour un renforcement des institutions de SST et une amélioration durable des pratiques de SST : les expériences du VZF dans le secteur du vêtement en Afrique

### Objectif

Contribuer à la mobilisation de parties prenantes nationales et internationales, issues des secteurs privés et publics, pour une action collective visant des chaînes d'approvisionnement du vêtement plus saines et sûres en Afrique. Cette discussion sert tout d'abord à (i) partager des expériences et des bonnes pratiques de renforcement des capacités et de la collaboration des institutions en matière de SST, puis à (ii) examiner les connaissances actuelles relatives à l'impact de la COVID-19 sur la SST dans les CAM du textile et du vêtement et la réponse des actions collectives à la situation de pandémie.

### Intervenants

#### **Hanitra Fitiavana Razakaboana**

Directrice régionale du travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales  
Analamanga, Madagascar

#### **Beatrice Chan**

Vice-Présidente du GEFP et membre du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM)

#### **Botoudi Remi Henri**

Coordinateur national de la marque communautaire, Madagascar

#### **Fikadu Gebru**

Directeur, Direction des relations industrielles harmonieuses, Ministère du travail et des affaires sociales, Bureau du travail et des affaires sociales, Éthiopie

#### **Dawit Moges**

Vice-président de la Confédération des fédérations patronales éthiopiennes

#### **Angesson Yohannes**

Président de la Fédération industrielle du syndicat éthiopien des travailleurs du textile, du cuir et de l'habillement

#### **Modérateurs**

#### **Ana Catalina Ramirez, Frédéric Laisné-Auer et Evans Lwanga**

OIT

L'enregistrement de cette session est disponible ici >

## Résumé de la session

Le modérateur a entamé la discussion sur les projets du VZF en Afrique par une présentation des principaux moteurs et des principales contraintes de l'amélioration de la SST à Madagascar et en Éthiopie, en faisant référence au CAM dans ces pays et à la nécessité de développer les capacités des systèmes nationaux de SST. Les principales contraintes relevées par l'évaluation initiale du VZF dans ces deux pays sont les suivantes : une capacité d'application limitée, un besoin de ressources techniques en matière de SST, des données limitées sur la SST et la nécessité de renforcer les systèmes de gestion de la SST.

**Mme Hanitra Fitiavana Razakaboana** a ouvert la discussion en soulignant les récents efforts déployés pour renforcer l'inspection du travail en matière de SST. Une approche de formation des formateurs a été utilisée pour familiariser les inspecteurs du travail avec la SST. À Madagascar, il y a 22 régions et un total de 125 employés (techniques et administratifs) impliqués dans l'inspection du travail. Plus de 90 % des entreprises du pays appartiennent au secteur informel. Grâce au soutien du VZF, le programme de formation a été ajouté au programme de l'école nationale d'administration publique. En 2020, plus de 1600 inspections ont été réalisées, touchant 1300 entreprises et 80 000 travailleurs. Plus de 10 000 travailleurs ont été enregistrés dans le cadre du régime de protection sociale. Elle Mme Hanitra Fitiavana Razakaboana a conclu en remarquant que la SST à Madagascar est désormais davantage un sujet de discussion et que le ministère souhaiterait étendre le projet à d'autres régions du pays.

**Mme Beatrice Chan** a fait remarquer que le groupe d'employeurs est conscient de l'importance des CAM, puisque 44 % de ses membres opèrent dans le secteur du vêtement ou du textile. Cette industrie représente 70 % des exportations du groupement d'employeurs et environ 20 % des exportations annuelles totales de Madagascar. La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNAPS) couvre les entreprises formelles. Elle a mentionné certains des défis de la CNAPS dans le secteur agricole (informalité, isolement dans les zones rurales). Avec le soutien du VZF, les employeurs ont augmenté leur capacité à fonctionner malgré les restrictions de la COVID-19, mais davantage de formation et de sensibilisation à la SST sont nécessaires. Un consensus existe au sein de la communauté des employeurs formels sur

le fait que des systèmes de gestion de la SST plus solides sont nécessaires dans la chaîne d'approvisionnement du textile, à condition que les coûts soient gérés. Elle a conclu en remarquant que les femmes dans le secteur du textile sont trois fois plus touchées par les déficits en matière de SST que les hommes.

**M. Botoudi Emi Henri** a répondu que l'organisation de travailleurs donne la priorité à la voix de ceux-ci, au respect des lois du travail et à la réalisation du programme de travail décent. Le CTM a du mal à organiser la main-d'œuvre en raison du nombre de travailleurs dans le secteur informel. Grâce au soutien du VZF, il y a eu une augmentation de la couverture des travailleurs, une amélioration de l'accès aux services de santé en matière de SST et une sensibilisation accrue aux mesures de prévention des pandémies.

**M. Evans Lwanga** a souligné les efforts déployés par le VZF dans les pays africains participants pour renforcer les systèmes d'information en matière de SST et pour développer le concept de planification stratégique de la conformité pour l'inspection du travail. En Éthiopie, l'expansion des industries d'exportation a augmenté la demande pour le système d'inspection du travail. Les principaux défis à relever sont le manque de ressources techniques en matière de SST, les problèmes de coordination et les limites de la planification. Avec le soutien du VZF, une formation technique a été dispensée aux travailleurs sur une plateforme virtuelle et une évaluation complète d'inspection du travail a été réalisée avec la participation des parties prenantes. À mesure de son implantation, le plan d'amélioration sera étendu pour soutenir la prestation de services d'inspection du travail dans le secteur agricole.

**M. Dawit Moges** a exprimé son soutien ferme aux efforts du VZF pour renforcer le système d'inspection du travail. Il a reconnu que le renforcement de la sécurité et de la santé au travail permet de réduire les accidents et les maladies professionnelles, l'absentéisme, les abus et les conflits du travail, et donc de diminuer le coût de l'activité économique. Il a exprimé l'espérance que le nouveau système d'inspection du travail contribuera à réduire les déficits de travail décent qui entravent la croissance et la productivité. Il a fait remarquer que les nouveaux systèmes et technologies d'inspection du travail devraient être accompagnés de garanties adéquates en matière de protection des données, de respect de la vie privée et de confidentialité des affaires.

M. Dawit Moges a terminé ses remarques en exprimant l'engagement de l'association des employeurs à travailler avec l'OIT et le Fonds Vision Zéro pour atteindre ces objectifs.

**M. Angesom Yohannes**, a également exprimé son soutien au nouveau système d'inspection du travail, mais a rappelé aux participants la nécessité de renforcer les capacités des inspecteurs du travail et de promouvoir des normes uniformes dans les relations industrielles, les relations de travail et les services de SST. En effet, selon lui, le renforcement du contrôle de la conformité des lieux de travail incitera les employeurs à respecter les normes nationales et à remédier aux déficiences des pratiques de travail. Il a souligné que les mécanismes de règlement des griefs sont un domaine où des améliorations sont nécessaires de toute urgence. Il a mentionné que dans le secteur du vêtement, il y a peu de comités de sécurité efficaces et des problèmes persistants dans la fourniture d'EPI subsistent.

De plus, le dialogue social sur les questions de SST est géné par le manque de données significatives. Il a exhorté toutes les parties prenantes à accroître leur participation et leur collaboration au projet du VZF.

### Session de questions et réponses

Au cours de la session de questions et réponses qui a suivi, les panélistes éthiopiens ont souligné l'importance d'achever la transition vers le nouveau système d'inspection du travail, de renforcer le dialogue social sur la SST et d'améliorer la coordination institutionnelle. Les panélistes malgaches ont appelé à une meilleure coordination des parties prenantes, avec un point focal ou une plateforme désignée, ainsi qu'à une extension de la couverture de la SST au secteur agricole. Toutes les parties ont demandé instamment une meilleure coordination des parties prenantes en matière de SST dans les CAM.

## DISCUSSION RÉGIONALE 3

# Les défis et les possibilités d'amélioration de la SST des travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement mondiale du café : les expériences du VZF en Colombie, au Honduras et au Mexique

### Objectif

Partager les expériences quant au rôle de l'action collective dans la réponse efficace aux enjeux de SST pour les parties prenantes du café dans la région, y compris les défis liés à la pandémie de COVID-19. Les participants seront informés au sujet des résultats les plus récents de recherche du VZF en relation avec la SST des travailleurs du café, notamment les nouveaux défis issus de la pandémie de COVID-19. Ils discuteront alors de la réponse à ces enjeux par le biais d'une action collective des différentes parties prenantes.

### Intervenants

**Sebastian Zaleski** (Discours d'ouverture)  
Division économique et commerciale, Délégation de l'Union européenne au Mexique

**Ligia Stella Chaves Ortiz**  
Vice-ministre des relations de travail,  
Ministère du travail, Colombie

**Santiago Arguello**  
Directeur de l'unité de promotion de l'agriculture, secrétaire à l'agriculture, Mexique

**Ligia Borrero Retrespo**  
Directrice juridique, Fédération nationale des producteurs de café de Colombie

**José Luis Barradas**  
Familia Rogers, Mexique

**José Julio Espinoza**  
Confédération nationale des paysans, Mexique

**Joel Almendares**  
Centrale unitaire des travailleurs, Honduras

**Pilar Cariño**  
Chercheur et spécialiste en chaîne d'approvisionnement mondiale

**Carlos Ariel García**  
Centre d'études régionales sur les caféculteurs et les entreprises (CRECE)

**Renato Bignami** (Remarques finales)  
Spécialiste SST, Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes

### Modérateur

**Rodrigo Mogrovejo**  
Conseiller technique en chef,  
VZF Mexique-Colombie-Honduras, OIT

## Résumé de la session

**Sebastian Zaleski** a ouvert la séance en attirant l'attention sur trois points : L'importance du projet VZF au Mexique, alors que le pays développe son secteur du café ; La nécessité d'une page Web fournissant des données sur la chaîne d'approvisionnement du café et la distribution de la valeur ; et L'opportunité du soutien du VZF alors que le Mexique s'efforce de respecter ses engagements en matière de normes du travail et de développement durable dans le cadre d'un nouvel accord de libre-échange.

L'oratrice suivante, **Mme Pilar Cariño**, a fait remarquer que les besoins de renforcement des capacités en matière de SST sont généralement cohérents dans tous les pays d'Amérique latine. Il y a de fortes incitations à renforcer les institutions publiques et à améliorer l'accès au marché pour les CAM, mais il y a aussi un degré élevé d'informalité du travail et un manque d'informations précises sur la SST, ce qui nuit fortement à la diffusion d'une assistance technique ciblée.

**Mme Ligia Stella Chaves Ortiz** a ensuite souligné l'importance de l'éducation et de la formation en matière de SST pour réduire les accidents du travail dans le secteur du café. En Colombie, le secteur a travaillé avec le soutien de l'OIT pour renforcer la prévention de la SST et améliorer le respect des normes de sécurité. Cinquante pour cent des agriculteurs sont de petits exploitants pour lesquels il est important de regrouper les informations sur la SST dans « une boîte à outils pratique ».

**Mme Ligia Borrero** a relevé la création d'une association publique -privée entre la Fédération nationale des caféticulteurs de Colombie et le gouvernement pour aider ceux-ci à renforcer la SST.

**M. Santiago Argüello** a ajouté qu'au Mexique, le secteur du café s'est considérablement développé depuis l'an 2000. Le principal défi consiste à atteindre un grand nombre de petits producteurs. Le développement institutionnel, le respect de la réglementation, la formation et l'accès aux services de santé en matière de SST sont les principales priorités visées.

**M. Joel Almendares** a observé que l'un des défis pour l'amélioration de la SST dans son pays est son manque de priorité syndicale. En effet, même si cela devient une priorité, il n'existe pas de syndicat pour les travailleurs du café au Honduras, ce qui rend donc très difficile la négociation des questions de sécurité sur le lieu de travail avec les propriétaires d'entreprises.

**M. José Julio Espinoza Morales** a ensuite déclaré que le gouvernement n'avait pas accordé la priorité à la sécurité sur le lieu de travail dans l'agriculture, et que la sensibilisation à cette question était une responsabilité de l'Etat qui ne pouvait être laissée au secteur privé. Pour les producteurs, la SST est avant tout considérée comme une question économique, et non comme une question de droits des travailleurs. Par conséquent, les syndicats ont un rôle important à jouer pour faire évoluer la perception du public sur la nécessité d'améliorer la SST dans l'agriculture.

**M. Carlos Ariel Garcia** a ensuite présenté les résultats d'une étude sur les travailleurs temporaires dans la production de café : l'étude a révélé que les accidents de SST les plus graves se produisent généralement pendant la récolte, et que les travailleurs signalent rarement leurs blessures. En outre, M. Carlos Ariel Garcia souligne un manque d'EPI et de formation à la sécurité.

Du côté du secteur privé, **M. José Luis Barradas** a déclaré que, pour renforcer la SST dans les entreprises, les plus grands besoins sont la formation, les EPI, la protection des machines, la normalisation des pratiques de travail et la modernisation des équipements.



## Session de questions et réponses

Un certain nombre de questions ont été discutées pendant la section des questions et réponses.

En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, **M. Santiago Argüello** a signalé que la pandémie avait imposé une nouvelle réalité au secteur, et que le soutien de l'OIT était nécessaire pour établir des protocoles de SST pour assurer la sécurité du secteur agricole.

**Mme Ligia Borrero**, a indiqué qu'en avril 2020, la Colombie a établi un protocole pour la COVID-19 avant la récolte du café, qui a également été utilisé dans d'autres sous-secteurs agricoles. Cela a permis d'éviter des pertes d'emplois pendant la pandémie.

En ce qui concerne l'assurance maladie complémentaire des travailleurs, **M. José Luis Barradas** a estimé qu'il y avait une résistance dans le secteur à payer des primes d'assurance maladie complémentaire, et que cette réticence devait être surmontée par l'implication du gouvernement. **M. Joel Almendares** a approuvé, notant qu'au Honduras, la plupart des travailleurs du secteur du café sont informels et ne sont pas couverts par un système d'indemnisation des accidents du travail.

En ce qui concerne la sensibilisation et la formation, **Mme Ligia Chaves** a fait état d'un programme radio utilisé pour diffuser des informations sur la COVID et les protocoles de SST. **M. Carlos García** a observé que la pandémie avait sensibilisé tout le monde aux questions de SST dans l'agriculture.

**Mme Ligia Stella Chavez** a fait remarquer qu'en Colombie, une enquête visant à comprendre les connaissances et les pratiques des travailleurs en matière de SST était en cours de réalisation. Les données devront être utilisées pour améliorer l'élaboration des politiques. **M. Joel Almendares** a indiqué que, de son point de vue, la formation professionnelle pourrait également favoriser les progrès en matière de SST, avec le soutien du dialogue social par rapport aux défis à relever sur le lieu de travail.

**M. Santiago Argüello** a indiqué que, grâce au VZF, le dialogue social et l'échange de connaissances se sont améliorés et que de nouveaux acteurs ont été mobilisés pour améliorer les conditions de travail au profit de tous les secteurs, et pas seulement les conditions de travail de ceux qui travaillent dans le café.

**M. Renato Bignami**, spécialiste en SST, Office régionale de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a clôturé la session de discussion en observant que l'OIT considère la SST comme un pilier central d'une reconstruction optimisée après la COVID-19, avec un accent sur l'apprentissage et le renforcement des capacités Sud-Sud.

## ATELIER 2

# La sécurité et la santé au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en temps de COVID-19

### Objectif

Explorer comment les relations au sein de la chaîne d'approvisionnement peuvent créer des opportunités pour améliorer la sécurité et la santé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'accent sera mis sur "ce qui fonctionne" pour garantir des conditions sûres et saines dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, jetant ainsi les bases de la discussion plénière suivante qui explorera comment la collaboration avec le VZF (dans le cadre de son approche d'action collective) peut soutenir les gouvernements, les entreprises et les partenaires sociaux dans leurs efforts pour améliorer la SST dans ces CdA. chaînes d'approvisionnement.

### Intervenants

**Antonio Cammarota**

Administrateur principal, DG EMPL/B3,  
Commission européenne

**Omar Estefan**

Directeur général de la protection sociale,  
Secrétaire du travail et de la protection sociale,  
Mexique

**Matthias Thorns**

Secrétaire général adjoint, OIE

**Sittichoke Huckuntod**

Directeur, Santé, sécurité et environnement,  
Nike

**Paapa Kwasi Danquah**

Conseiller juridique, CSI

**Glen Mpufane**

Directeur de l'exploitation minière, du diamant,  
des pierres précieuses, de l'ornement et de la  
bijouterie, IndustriALL

**Modératrice****Githa Roelans**

Chef, Unité des entreprises multinationales et de  
l'engagement des entreprises, OIT

L'enregistrement de cette session est disponible ici >



zoom

## Résumé de la session

**Mme Githa Roelans** a ouvert la discussion en indiquant que son unité fournit des conseils politiques et un soutien technique pour l'application de l'instrument de l'OIT sur les entreprises responsables et inclusives, et dirige l'engagement de l'OIT sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits humains dans les entreprises, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, le Pacte mondial des Nations Unies et d'autres questions similaires.

**M. Antonio Cammarota** a abordé les efforts déployés par la Communauté Economique pour stimuler la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales (CAM). M. Cammarota a observé qu'il existe désormais un processus de convergence entre l'OIT et l'UE, qui vise à garantir que les changements dans le monde du travail puissent se traduire par des débouchés économiques pour tous. La promotion des normes de SST et d'une culture mondiale de la prévention est cruciale non seulement pour garantir le respect des droits humains, mais aussi pour la promotion de politiques de commerce et d'investissements équitables. Des progrès sont observables dans ce domaine, comme le montrent les efforts communs sur les CAM dans les accords commerciaux de l'UE, qui comprennent des chapitres concernant le commerce et le développement durable.

**M. Omar Estefan** a décrit les mesures prises par le Mexique pour faire progresser la prévention de la SST. Il a noté que la

sensibilisation du public à la SST a renforcé le dialogue social sur le sujet et que le ministère du travail a été invité à soutenir cette discussion. Un système de certification et d'inspection a été mis en place, et les acteurs clés jettent les bases d'un meilleur respect de la SST. Au Mexique, un programme a été lancé dans le cadre duquel les inspecteurs aident les lieux de travail à améliorer les conditions de travail, en échange d'avantages fiscaux. Enfin, une assistance plus efficace en matière de conformité a permis d'améliorer de 60 % les résultats des inspections.

**M. Matthias Thorns** a confirmé qu'en vertu des principes directeurs des Nations unies, il incombe à toutes les parties de rechercher, de protéger et de renforcer les droits humains par le biais des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement. Le soutien des capacités tout au long de la chaîne d'approvisionnement est nécessaire pour sensibiliser, développer de nouvelles approches et accroître le respect des normes du travail. Ce n'est qu'alors que les effets d'entraînement se produiront. M. Thorns a souligné l'importance du dialogue social sur la SST, associé aux questions de compétitivité et de productivité mondiales. Les gouvernements doivent également redoubler d'efforts pour lutter contre la corruption, qui fait obstacle aux bonnes pratiques en matière de SST. L'informalité reste un problème persistant : c'est dans ce secteur que le respect des règles de SST est le plus difficile. Le dialogue social doit avoir lieu dans le secteur informel afin d'aider les entreprises à se formaliser. Les efforts de sensibilisation peuvent contribuer à stimuler ce processus.

**M. Sittichoke Huckuntod** a déclaré que l'expérience de Nike en matière de SST peut être caractérisée par quatre étapes : **1) Gestion des risques et enquête, 2) Reconnaissance et surveillance, 3) Partenariats et transparence, et 4) Changement radical.** Au début et au milieu des années 90, l'entreprise Nike s'est efforcée de définir les problèmes de travail et de SST dans sa chaîne d'approvisionnement, en gérant les risques de manière réactive. Une fois les problèmes cernés, un code de conduite et de normes de leadership ont été élaborés pour les fournisseurs, qui ont servi de base aux programmes de contrôle initiaux. Il a été observé que la surveillance seule ne permettait pas d'apporter des changements et des améliorations systémiques et des partenariats ont donc été créés, apportant une plus grande visibilité dans la chaîne d'approvisionnement. Nike a rejoint l'Apparel Industry Partnership, qui est devenu par la suite la Fair Labor Association, et a adhéré au Pacte mondial des Nations unies pour des pratiques commerciales internationales responsables. L'entreprise rend public ses résultats de contrôle et elle est devenue la première marque de l'industrie à publier sa liste de fournisseurs de produits finis. Nike soutient le programme Better Work de l'OIT et de la SFI et estime qu'une action collective plus vaste est un facteur essentiel de changement profond.

M. Sittichoke Huckuntod se réjouit de travailler avec le VZF et avec les autres membres de ce panel afin de prendre des mesures collectives d'amélioration de la SST.

**M. Paapa Kwasi Danqua** a souligné que la CSI a appelé à un nouveau contrat social composé de cinq dimensions : emplois, droits, protection sociale, inclusion et égalité. La CSI demande un nouveau socle mondial de droits du travail, conformément à la Déclaration du centenaire de l'OIT, comprenant la SST, les salaires décents et le temps de travail minimum. La CSI a publié un nouveau document sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains dans l'approvisionnement mondial, car les travailleurs supportent les coûts d'une conformité insuffisante. En effet, les travailleurs de tous les secteurs sont confrontés à des déficits en matière de travail décent, notamment dans les chaînes d'approvisionnement de la mode et du vêtement, ainsi que dans le secteur de la démolition navale : il est à déplorer dans ces secteurs la discrimination antisyndicale, les violations des salaires et le nombre élevé de blessures et de décès liés à la SST. Les enfants, les jeunes et les femmes souffrent

de manière disproportionnée du modèle commercial des travailleurs cachés dans les chaînes d'approvisionnement. Les entreprises, y compris les multinationales, doivent être tenues responsables par le biais de processus de diligence raisonnable obligatoires et d'autres réglementations visant à protéger les droits de tous les travailleurs. Comme le montre une récente étude de l'UE, les initiatives volontaires n'encouragent pas suffisamment les bonnes pratiques de travail. Même la communauté des employeurs s'accorde à dire qu'une réglementation plus stricte est nécessaire.

Pour lutter efficacement contre les violations des droits du travail qui se produisent à tous les niveaux des CAM, l'obligation de procéder à une diligence raisonnable en matière de droits humains doit être imposée à toutes les entreprises, quelles que soient leur taille, leur structure ou leur propriété. Cette obligation doit s'étendre à l'ensemble des structures d'entreprise et des relations commerciales, et couvrir tous les droits humains internationalement reconnus, y compris ceux du travail. Les entreprises doivent être tenues d'établir ou de participer à des mécanismes de réclamation efficaces au plan opérationnel en vue de repérer les impacts négatifs sur les droits humains et d'y remédier. Les obligations de diligence raisonnable en matière de droits humains doivent être contrôlées par un organisme public compétent, et les violations de ces obligations doivent être assorties de sanctions efficaces et dissuasives. En effet, l'obligation de pratiquer la diligence raisonnable en matière de droits humains et l'obligation de réparer tout préjudice résultant de violations de ces droits doivent être traitées comme des obligations distinctes et complémentaires. Il devrait incomber à l'entreprise de démontrer qu'elle n'aurait pas pu faire davantage pour éviter le préjudice, si la victime a prouvé le dommage infligé et le lien avec les activités commerciales de l'entreprise. Enfin, la diligence raisonnable en matière de droits humains devrait s'appuyer sur un dialogue constructif avec les syndicats.

**M. Glen Mpufane** a convenu que la présence de syndicats de travailleurs dans les CAM permet de sauver des vies, et que le déficit de responsabilité dans la plupart des entreprises des CAM doit être comblé. En particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire qui approvisionnent les pays à revenu élevé, on assiste à une course vers le bas en matière de normes de travail, et l'UE doit faire davantage pour combler ce déficit de responsabilité.

## Session de questions et réponses

**M. Cammarota** a pris la parole au nom de la CE en observant que c'est une priorité pour son organisation de travailler avec l'OIT dans l'application et le suivi de la Déclaration du centenaire de 2019 pour l'avenir du travail, y compris le soutien à l'intégration du droit à des conditions de travail sûres et saines dans le cadre des principes et des droits fondamentaux au travail de l'OIT. La CE a également l'intention de poursuivre ses travaux visant à favoriser la prévention de la SST dans les CAM et dans toutes les entreprises opérant dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en continuant à soutenir des initiatives-cadres telles que le Fonds Vision Zéro, le réseau d'experts du G20, et le Bangladesh Sustainability Compact afin de promouvoir des lieux de travail plus sûrs et le développement de la SST. Il est nécessaire d'inclure des normes de SST dans les futurs accords commerciaux de l'UE, avec des mécanismes de contrôle et d'application efficaces, et de soutenir la Coalition mondiale pour la sécurité et la santé au travail dirigée par l'OIT. Cette dernière rassemble différents acteurs concernant des questions d'actualité de la politique internationale de SST qui sont essentiels. Il ne faut pas oublier que l'UE n'a qu'un contrôle limité de la conformité des États membres ; au sein de l'UE, et qu'il existe différentes approches pour mener les inspections du travail - systèmes de dialogue social et systèmes juridiques/réglementaires.

La CE continuera à promouvoir le travail décent dans le monde, comme le soulignent les orientations politiques du président de la Commission, le programme de travail de la Commission pour 2021, la communication intitulée « Une Europe sociale forte pour des transitions justes » et la récente initiative «Promouvoir le travail décent dans le monde». La CE est confrontée à un large éventail de défis sociaux, économiques et technologiques. Dans ce contexte, la SST doit faire partie intégrante des investissements et des transformations au niveau des entreprises et dans l'ensemble de l'économie. L'action extérieure de l'UE en matière de SST sera l'un des principaux domaines d'effort du nouveau cadre stratégique, qui devrait être adopté dans le courant de l'année.

**M. Estefan** a déclaré qu'au Mexique, de meilleures informations sont nécessaires sur la manière dont les CAM fonctionnent et sur les moteurs et les obstacles à une meilleure SST. Il est clair que les CAM sont structurées

différemment selon les secteurs. Il est donc essentiel de clarifier ces différences pour garantir l'établissement de normes de SST appropriées. Des changements systémiques se produisent dans le monde entier ; il convient d'accorder une plus grande attention au dialogue social et aux conditions de travail tout en respectant les contextes nationaux. Le travail du VZF visant à faciliter la compréhension du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement est important et doit être poursuivi.

**M. Thorns** a observé que l'action collective est essentielle. La diligence raisonnable dans une chaîne d'approvisionnement sélectionnée ne suffit pas pour obtenir des changements et améliorer la SST pour l'ensemble de la main-d'œuvre. En effet, une mobilisation par le biais du modèle d'action collective est indispensable. Le VZF a besoin d'un soutien accru de la part du secteur privé, et son travail doit faire progresser la culture de la SST à partir de la base ; car les « solutions descendantes » ne fonctionneront pas. Les interventions axées sur les besoins avec la participation des acteurs locaux sont les plus susceptibles de réussir, comme l'a montré le VZF en Éthiopie. En fin de compte, les progrès en matière de SST dépendent d'un dialogue social fort, de l'État de droit et de l'action collective ; le modèle du VZF mérite un soutien accru de la part de la communauté des employeurs.

**M. Huckuntod**, pour Nike, a déclaré que ce qui est nécessaire, c'est une plus grande collaboration, avec un groupe plus large et diversifié ; cela créera un changement radical et améliorera les conditions de travail à un rythme beaucoup plus rapide. Le développement des « compétences de l'atelier » et l'engagement des travailleurs à participer aux activités de SST devraient faire partie des initiatives d'action collective. Par exemple, l'IOSH et la FLA se sont associés pour développer un programme destiné aux animateurs de la sécurité sur le lieu de travail, dont la plupart sont des travailleurs de terrain formés pour aborder des sujets de SST avec leurs pairs. Nike a également constaté la valeur des actions de collecte par le biais de partenariats avec le programme Better Work de l'OIT. Ces programmes vont en réalité au-delà de la conformité et cherchent à développer les capacités de leadership et à promouvoir de véritables systèmes de gestion de la SST. Les dirigeants qui sont prêts à s'engager auprès des travailleurs de leurs usines seront récompensés

par de meilleures performances en matière de SST. Les organisations professionnelles de conseil peuvent aider à développer les capacités au niveau des représentants et des travailleurs, accélérant ainsi le rythme du changement.

Dans moins d'un mois, Nike s'engagera publiquement, pour la première fois, à créer des lieux de travail respectueux de la SST dans sa chaîne d'approvisionnement. Ces engagements ne pourront être respectés sans partenariat et sans action collective. Le partenariat avec des organisations crédibles comme le VZF, des organisations professionnelles comme l'IOSH et d'autres sera essentiel à la réalisation des engagements. Ainsi, concevoir collectivement des solutions innovantes pourra apporter des améliorations radicales à la SST dans la chaîne d'approvisionnement.

**M. Danquah** a souligné la nécessité de travailler par le biais de mécanismes législatifs et réglementaires et également l'importance de la négociation collective pour protéger les travailleurs des CAM. La responsabilité obligatoire en matière de droits humains établira un plancher de protection globale. L'action collective pour construire une culture de prévention de la SST commence avec les travailleurs, et le fondement de leur participation est le droit à la négociation collective.

**M. Mpufane** a fait observer que l'OIT a un rôle essentiel à jouer dans la promotion de la collaboration et de l'action collective en matière de SST. Les initiatives volontaires peuvent fournir une plateforme potentielle pour l'action collective, mais seulement si leur exécution est vraiment transparente. Par exemple, le programme d'exploitation minière responsable a été efficace. Les capacités des représentants des travailleurs doivent être renforcées, en particulier sur les questions de SST. Les consultants en SST peuvent apporter une contribution importante à cet égard, à condition qu'ils soient indépendants.

## SESSION PLÉNIÈRE 2

# L'action collective pour des chaînes d'approvisionnement sûres et saines : Comment améliorer collectivement la SST dans les CAM sous les auspices du VZF au cours des 3 à 5 prochaines années?

---

### Objectif

Les parties prenantes discuteront de comment et jusqu'à quel point leurs divers efforts d'amélioration de la santé et de la sécurité dans les CAM pourraient être rehaussés et étendus, sous les auspices d'un partenariat avec le VZF.

### Intervenants

#### **Martha Newton**

Directrice générale adjointe pour la politique, OIT

#### **Anousheh Karvar**

Représentante du gouvernement français auprès de l'OIT, chargée de mission principale pour le travail et l'emploi auprès du G7-G20

#### **Ralf Franke**

Responsable mondial de la protection de l'environnement et de la santé et la sécurité, Siemens

#### **Kris de Meester**

Conseiller principal, Fédération des entreprises, Belgique

#### **Rory O'Neill**

Conseiller en santé et sécurité au travail, CSI

#### **Sue Longley**

Secrétaire générale, UITA

#### **Alan Stevens**

Responsable de l'engagement stratégique, IOSH

#### **Modérateur**

#### **Joaquim Pintado-Nunes**

Administration du travail, Inspection du travail et sécurité et santé au travail, OIT

L'enregistrement de cette session est disponible ici >

## Résumé de la session

Le modérateur **Joaquim Pintado Nunes** a ouvert la séance en souhaitant chaleureusement la bienvenue aux participants du monde entier à cette importante session plénière finale sur l'approche d'action collective du VZF, et en discutant de la manière dont celle-ci peut promouvoir la collaboration entre les différents acteurs et ainsi améliorer la SST dans les CAM.

Après une présentation des panélistes, la session a débuté en demandant à la **Directrice générale adjointe chargée des politiques, Martha Newton**, d'expliquer la valeur de l'approche d'action collective du VZF et la manière dont elle contribue au travail de l'OIT sur pour l'amélioration du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Mme Newton a tout d'abord fait remarquer que le modèle de prise de décision tripartite de l'OIT reflète le modèle d'action collective du VZF en matière de SST, reconnaissant que la résolution des problèmes endémiques de SST nécessite à la fois l'action collective et l'influence, ainsi que les ressources de toutes les principales parties prenantes des CAM.

La Directrice générale adjointe chargée des politiques a également relevé que les gouvernements, les entreprises et les partenaires sociaux ont chacun un rôle distinct à jouer pour faire progresser le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. En effet, la responsabilité ne peut incomber à une seule partie agissant de façon isolée. En conséquence, la résolution de l'OIT de 2017 sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales prévoit que les gouvernements, les entreprises et les partenaires sociaux ont des responsabilités complémentaires mais distinctes dans la promotion du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le programme d'action de l'OIT vise à favoriser la cohérence des politiques entre les initiatives et les processus pertinents liés au travail décent dans les CAM. Le modèle d'action collective du VZF s'aligne donc sur les structures et le mode de fonctionnement de l'OIT, ainsi que sur les objectifs du programme d'action de l'OIT dans les CAM, qui appellent au renforcement des partenariats et à la cohérence des politiques.

Mme Newton a également observé que les objectifs du VZF complètent la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales, qui réunit les gouvernements, les entreprises multinationales et les organisations de travailleurs et d'employeurs pour relever les défis du travail décent et identifier les opportunités de croissance inclusive.

La Directrice générale adjointe Mme Newton a fait valoir qu'à ce jour, le programme du VZF a bénéficié à plus de cinq millions de travailleurs. Elle a ajouté également que le VZF est reconnu comme l'un des principaux programmes de l'OIT pour l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail dans les CAM. Les aspects notables de l'approche stratégique du VZF sont son évolutivité et son soutien direct à la réalisation des ODD là où il opère. La Directrice générale adjointe a conclu en encourageant toutes les parties ayant un rôle à jouer dans les CAM à rejoindre le VZF, qui peut mobiliser des ressources techniques et humaines en nature ainsi que des ressources financières. Ce n'est que par l'union de tous, que ces défis difficiles, pourront être relevés.

**Anousheh Karvar** a indiqué que la France a soutenu le VZF dès sa conception en 2015, lors de la réunion des ministres du travail du G7. Elle a déclaré que des tragédies telles que celle du Rana Plaza sont à l'origine de l'émergence des questions sur les responsabilités individuelles et collectives. La France est déterminée à ce que de tels événements ne se reproduisent plus. Elle a également mentionné que la France est le premier pays à avoir légiféré pour améliorer les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales avec l'adoption en 2017 de la « loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre ». Celle-ci oblige les grandes entreprises à établir, publier, respecter et évaluer un « plan de vigilance » qui identifie les risques et prévient les violations graves des droits humains, de la santé et de la sécurité des personnes et de l'environnement dans toute leur sphère d'influence, y compris les filiales et les sous-traitants. Cette loi constitue un puissant levier pour que les grandes entreprises agissent auprès de leurs fournisseurs et sous-traitants dans les pays producteurs. Elle estime toutefois que cette question ne peut être traitée uniquement au niveau national et d'un point de vue juridique. En effet, pour être réellement efficace, il faut créer un terrain de jeu équitable et une dynamique collective autour de la question des normes de travail dans les CAM.

Observant que de nombreuses entreprises françaises se conforment aux accords-cadres internationaux, Mme Karvar a invité l'OIT à jouer un rôle plus important dans ce domaine. Selon elle, la SST est trop importante pour se satisfaire de résultats ponctuels et inégaux. Le VZF est bien placé pour éviter cela, en rassemblant la bonne volonté et les énergies de toutes les parties prenantes de la SST. Mme Karvar a conclu en disant que, comme pour l'Alliance 8.7, il faut une alliance mondiale forte pour améliorer la SST dans les CAM.



**Dr Ralf Franke**, a fait observer que Siemens a été la première entreprise multinationale à rejoindre le VZF en 2017, et qu'elle a récemment prolongé son affiliation au Fonds pour une année supplémentaire. Siemens cherche à générer de la valeur pour les sociétés dans lesquelles le VZF opère – c'est ce que signifie « business to society » [de l'entreprise à la société] pour une entreprise qui travaille dans plus de 200 pays à travers le monde.

Siemens peut avoir un impact durable et positif sur les personnes et l'environnement, et s'engage à rendre les conditions et les environnements de travail plus sains et plus sûrs et les, notamment dans les régions où ces critères standards sont insatisfaisants. M. Franke a reconnu que, dans de nombreux pays, il est difficile de créer un environnement de travail sûr, non seulement pour les employés, mais aussi pour tous les partenaires. Ces défis sont partagés avec d'autres entreprises multinationales, et plutôt que de travailler chacun de son côté pour améliorer la sécurité et la santé au travail, il est plus judicieux de faire équipe.

C'est la raison pour laquelle Siemens soutient et s'engage auprès de partenaires qui partagent son ambition, comme le VZF. M. Franke a cité l'exemple de la « Charte de confiance », que Siemens a signée en 2018 avec d'autres entreprises pour établir des règles et des normes contraignantes mais sûres afin de renforcer la confiance dans la cybersécurité et de faire progresser la numérisation. Un autre exemple significatif est la « Charte des principes pour un

bon travail sur les plateformes » initiée par le Forum économique mondial pour améliorer les normes de travail dans l'économie contractuelle.

Ces exemples montrent qu'une approche commune est nécessaire, en partageant les expériences, les approches pratiques et les données, dans l'intérêt de tous.

M. Franke a conclu en affirmant que Siemens cherche à maintenir et à permettre des environnements de travail où les personnes puissent travailler en toute sécurité, jouir d'une bonne santé et s'épanouir tant au travail que dans leurs contributions à la société. Siemens se réjouit de son partenariat productif avec le VZF pour développer ces synergies.

**M. de Meester** a commencé son intervention par énumérer les différentes raisons pour lesquelles l'OIE soutient le VZF. Tout d'abord, le VZF vise à uniformiser les règles du jeu en matière de SST. La SST ne devrait pas faire partie de la compétition financière, mais plutôt être un moyen de sélectionner des partenaires exceptionnels au sein de la chaîne d'approvisionnement d'une entreprise.

Ensuite, l'OIE soutient pleinement le point de vue selon lequel l'établissement de règles uniformes pour les multinationales opérant dans les CAM est plus efficace et efficient, y compris en matière de SST.

Pour finir, si toutes les parties se rallient à l'approche du VZF, son impact sera amplifié et le travail des multinationales et des organisations d'employeurs pour améliorer la SST bénéficiera d'une plus grande visibilité.

En ce qui concerne les actions particulières, le représentant de l'OIE a exhorté le VZF à tirer les leçons de ses expériences, au niveau des pays et des entreprises.

Selon M. de Meester, investir dans le renforcement des capacités renforcera l'engagement mondial à s'attaquer aux causes profondes du problème. Les lacunes de la mise en œuvre de la SST peuvent être comblées, mais un engagement total est essentiel pour informer et soutenir à tous les niveaux une action inclusive, intégrant tous les types d'entreprises, et pas seulement les principaux acteurs.

**M. Rory O'Neill**, a déclaré que le mouvement syndical s'est engagé depuis longtemps à améliorer les conditions de SST. Cet engagement n'a jamais été aussi visible que lors de la pandémie de Covid-19.

M. O'Neill a fait remarquer que les syndicats ont un impact positif sur la SST en recrutant, en retenant et en développant les capacités de leurs membres. Les syndicats représentent tous les travailleurs de l'entreprise et traitent régulièrement non seulement des questions de SST, mais aussi de la protection du travail, des bas salaires, de l'insécurité du travail, etc.

La CSI estime donc que dans une économie mondialisée, le VZF sert d'exemple quant à l'amélioration de la SST dans une grande variété de circonstances ; mais, que l'OIT a besoin de plus de ressources pour soutenir les instruments de SST existants et en développer de nouveaux pour les cas de risques. Les travailleurs demandent à l'OIT de faire de la SST sa priorité principale. La pandémie a démontré l'importance de cette question pour tous les travailleurs.

**Mme Sue Longley**, a commencé par rappeler au Forum que la SST est un droit humain, et pas seulement une question de productivité. Elle a appelé à une réglementation plus stricte du secteur agricole et à demander un moyen de remédier aux déséquilibres de pouvoir dans les CAM. Par conséquent, le VZF doit se concentrer davantage sur les normes et les codes de SST de l'OIT et ne pas adopter des approches de sécurité basées sur le comportement. Certes la SST doit être incluse parmi les droits fondamentaux reconnus par l'OIT, et les accords-cadres internationaux et les chartes de diligence raisonnable ont un rôle à jouer ; toutefois, dans les faits, ces normes concernent principalement les salariés et excluent les agriculteurs qui gèrent leur propre exploitation. L'agriculture présente le niveau le plus élevé de travail des enfants et où l'on relève le nombre le plus importants d'accidents professionnels.

Comme le secteur est fortement réglementé par des règles de sécurité alimentaire, il devrait être possible de s'attaquer aux problèmes de SST par une réglementation stricte des sous-traitants de l'industrie agroalimentaire (l'Allemagne a créé une telle loi pour son industrie de la viande, par exemple).

Mme Longley a insisté aussi, pour que les agriculteurs bénéficient des mêmes droits d'action collective que les travailleurs industriels. Seule l'action collective peut permettre d'éradiquer des problèmes aussi persistants que le travail des enfants et les mauvaises conditions de travail. L'oratrice a également noté qu'une plus grande responsabilisation le long des chaînes d'approvisionnement agricoles peut également permettre de résoudre le problème de la violence sexuelle. En conclusion, elle a pressé l'OIT à augmenter son financement pour la SST, mais aussi à inverser les coupes budgétaires qui ont été faites et à mettre la question au premier plan, en particulier à la lumière de la pandémie de COVID-19.

**M. Alan Stevens** a déclaré que les membres de l'IOSH partagent une vision commune d'un monde du travail sûr et sain. L'organisation s'appuie sur la philosophie suivante : la collaboration permet d'améliorer non seulement la profession de SST, mais aussi la vie des travailleurs qu'elle sert. Le VZF est le véhicule idéal pour cette action coordonnée.

Pour susciter un mouvement positif vers des améliorations durables de la SST, il faut créer un système solide où toutes les parties intègrent les bonnes pratiques de SST dans l'ensemble de leur travail. M. Stevens a salué le travail du VZF dans des secteurs difficiles à atteindre tels que l'agriculture et le vêtement. L'IOSH craint que l'après-COVID-19 engendre l'apparition d'un lieu de travail encore plus fragmenté et virtuel. Cela crée de nouveaux défis en matière de SST et il n'existe pas encore de système permettant de gérer la SST dans un environnement de travail virtuel, gigantesque ou sur une plateforme. L'IOSH se réjouit de constater l'alignement et l'engagement considérables de toutes les parties prenantes clés du VZF. Les efforts déployés en Asie et en Afrique pour mettre en place de solides systèmes nationaux de SST sont admirables. En conclusion, l'IOSH estime que le VZF offre l'occasion de remplir l'obligation de garantir la sécurité et la santé des personnes sur le lieu de travail. M. Stevens a exprimé son intention de voir l'IOSH jouer un rôle important dans ce grand effort.

## Session de questions et réponses

Une brève période de discussion a suivi, au cours de laquelle le modérateur a pris note des résultats d'un sondage en ligne réalisé auprès des participants pendant le Forum : les personnes interrogées se sont déclarées très favorables à l'utilisation du modèle d'action collective du VZF pour traiter les problèmes de SST issus de la pandémie de COVID-19, citant en particulier sa capacité à rassembler les acteurs nationaux et mondiaux dans une réponse collective, et en utilisant la SST comme point d'entrée pour traiter d'autres problèmes de travail générés par la pandémie.

Dans ses remarques finales, le représentant de Siemens a souligné l'importance pour les multinationales de contrôler l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement et d'offrir des possibilités de renforcement des capacités aux partenaires qui doivent améliorer la conformité à la SST. Le représentant de l'OIE a suggéré que les systèmes de gestion de la SST pourraient peut-être être mis en place par le biais d'un système d'entrepreneurs tiers, afin de remédier aux déficits de capacité. En effet, ce modèle s'est avéré efficace dans plusieurs pays européens. Mme Lawler a souligné la nécessité pour les travailleurs et les entreprises de s'attaquer collectivement à la SST ; la sous-traitance des responsabilités n'est pas la solution, car elle ne fait qu'externaliser le problème.

La Directrice générale adjointe Mme Newton a répondu que l'élaboration de solutions nationales aux déficits de SST par le VZF engendre une différence positive. L'OIT reconnaît le problème des faibles capacités en matière de SST et de l'informalité, et soutient pleinement le droit à la liberté d'association comme moyen de progresser. L'OIT cherche activement à ce que le VZF devienne une initiative véritablement mondiale.

Le représentant du gouvernement français a déclaré que la pandémie a appelé toutes les parties prenantes à collaborer et à travailler davantage pour améliorer la SST dans le monde entier, en veillant à l'atteinte d'un travail décent. Le VZF est un moyen de lutter contre les doubles standards et il favorise le dialogue social à tous les niveaux. Une plus grande visibilité des opérations des CAM et une application plus stricte sont nécessaires. Il a confirmé le plein engagement de la France envers le VZF pour les années à venir en tant que donateur (la France finance un projet VZF dans le secteur de la construction à Madagascar) ainsi que dans la gouvernance du Fonds et dans sa promotion. Elle a appelé tous les participants à réfléchir ensemble à la manière d'accroître l'impact du VZF, d'impliquer davantage d'entreprises internationales et d'augmenter les contributions au VZF. Le représentant du gouvernement français a insisté sur le fait qu'il existe une grande opportunité d'augmenter l'impact avec plus d'entreprises internationales impliquées. Il a conclu en affirmant que toutes les parties prenantes ont la possibilité de créer un travail qualitatif qui offre un environnement sain et sûr et de meilleures conditions de travail, et qu'il s'agit d'un enjeu à la fois humanitaire et commercial.

**M. O'Neill** a conclu en exprimant son soutien marqué à l'idée de faire de la SST un droit fondamental du travail. **Mme Longley** s'est jointe à cet appel et a demandé une réglementation plus stricte de la SST dans le secteur agricole. La poursuite du travail du VZF dans l'agriculture est fortement encouragée. M. Stevens a formulé l'espérance que la SST puisse être appliquée au secteur informel.

## Remarques Finales

La session plénière a ensuite été clôturée par **Mme Vera Paquete-Perdigao**, Directrice du département Gouvernance et tripartisme de l'OIT. Elle a expliqué que le modèle d'action collective du VZF a fait ses preuves. Dès le stade le plus précoce, tous les projets sont discutés entre les parties prenantes dans un cadre tripartite, ce qui garantit la pertinence du travail du Fonds pour tous. Bien que le Fonds soit désormais opérationnel dans huit pays, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Elle a clôturé le Forum en appelant, au nom de l'OIT, tous les partenaires du VZF à travailler collectivement pour combler les déficits en matière de SST qui touchent tous les travailleurs du monde.



# Retombées du Forum de Haut Niveau du VZF 2021

1. Tous les participants - les principaux acteurs mondiaux de la SST - ont exprimé **l'importance de la SST et le besoin fondamental d'améliorer la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales**. C'est un sujet qui se prête à la collaboration et à la coopération de tous les acteurs sous les auspices du modèle d'action collective du Fonds.

« Ce qui est encourageant dans cette conversation, c'est le haut niveau d'objectif commun que nous avons entendu de la part du gouvernement, des employeurs et des travailleurs. Nous aspirons tous au même résultat. »

— Guy Ryder, Directeur général de l'OIT

« Il y a beaucoup plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent sur la question de la sécurité et de la santé au travail. »

— Paapa Kwasi Danquah, Conseiller juridique, UIT

2. L'approche d'action collective du Fonds, qui rassemble toutes les parties prenantes pour **élaborer et mettre en œuvre des solutions communes afin de réduire les accidents du travail, les blessures ou les maladies professionnelles graves ou mortelles dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, a été soutenue**. Les participants ont largement reconnu que toutes les parties, y compris les acheteurs, doivent être directement impliquées dans le soutien aux améliorations de la sécurité et de la santé au travail à l'échelle mondiale. Cela ne peut pas être la seule responsabilité des gouvernements d'accueil pauvres en ressources. Les solutions de projet VZF, développées à l'aide de méthodologies éprouvées et avec la participation active des parties prenantes locales, reflètent le contexte national et les ressources disponibles et suscitent ainsi l'engagement et le soutien des personnes les plus intéressées par une issue favorable et viable.

« Nous devons continuer à réunir les entreprises mondiales, les fournisseurs au niveau national, les gouvernements, les travailleurs et les syndicats, la société civile et les agences de développement pour concevoir des solutions communes. L'approche du VZF est très prometteuse pour un avenir meilleur, plus sûr et plus durable pour ceux qui travaillent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. »

— Marth Newton, Directrice générale adjointe de l'OIT chargée des politiques



- 3.** De nombreux participants au forum ont évoqué **la réponse adéquate et rapide à la pandémie de COVID-19**, qui a permis à de nombreuses entreprises de continuer à fonctionner en toute sécurité.

« Aujourd’hui, pendant la pandémie, le Fonds Vision Zéro a également démontré sa capacité à réagir rapidement. Par exemple, il a rapidement mis en œuvre des mesures de prévention et d’atténuation Covid-19 dans le secteur du textile dans sept pays : Bangladesh, Cambodge, Éthiopie, Indonésie, RDP Lao, Madagascar et Vietnam. »

— *Hubertus Heil, ministre du travail et des affaires sociales, Allemagne*



- 4.** Tous les participants ont réclamé avec insistance **une augmentation du financement des projets du VZF, l’attraction de nouveaux donateurs et l’extension du travail à de nouveaux pays, régions et secteurs**. Un large consensus s’est également dégagé sur la nécessité pour l’OIT de renforcer ses programmes de SST à tous les niveaux.

« Il y a cinq ans, les chefs d’État et de gouvernement du G7 ont envoyé un message urgent aux entreprises de leurs pays pour qu’elles mettent en œuvre le principe de diligence raisonnable dans leurs chaînes d’approvisionnement. La création du Fonds Vision Zéro a été une étape très importante pour améliorer la SST dans les chaînes d’approvisionnement. Le Fonds apporte un réel soutien aux entreprises situées au début de leur chaîne d’approvisionnement. J’espère qu’encore plus d’entreprises rejoindront le Fonds Vision Zéro. »

— *Hubertus Heil, ministre du travail et des affaires sociales, Allemagne*

- 5.** Il n’existe pas de solution unique pour relever le défi de l’amélioration de la SST dans la CMS. Un succès durable nécessite un large éventail d’interventions et de réponses, notamment le renforcement des capacités, la réforme des politiques, l’amélioration de la conformité, les projets sectoriels, la formation professionnelle, l’amélioration des données sur la SST, l’allocation stratégique des ressources, ainsi que des interventions de projet utilisant l’approche tripartite de l’OIT et un large éventail d’outils d’évaluation. Alors que de nombreuses initiatives en matière de SST sont nécessairement descendantes (amélioration des données, réformes des politiques, renforcement de la mise en œuvre et de l’application), **une réforme durable de la SST nécessite l’implication précoce et intensive des parties prenantes, un dialogue social significatif, ainsi que la participation et le soutien d’un large éventail de la société civile**.



« Nous avons commencé à voir des preuves de gains significatifs sur le lieu de travail dans les pays du projet VZF.... Toutefois, nous savons également que ces progrès ne seront pas durables si les cadres publics des pays ne sont pas renforcés. Afin que les améliorations sur le lieu de travail soient durables, il faut des institutions fortes et un cadre réglementaire efficace comprenant de lois ciblées et une application rigoureuse. C'est pourquoi une partie importante du travail du Fonds Vision Zéro se concentre sur le renforcement des institutions, des cadres juridiques et des cadres politiques nationaux. »

— *Ockert Dupper, responsable du programme mondial VZF*

- 6.** La législation nationale sur la sécurité et la santé au travail n'est pas systématiquement appliquée. En effet, de nombreux gouvernements ont ratifié les conventions sur la sécurité et la santé au travail et ont promulgué des lois du travail plus strictes, mais peu d'entre eux disposent de ressources ou de capacités nécessaires pour garantir une mise en œuvre généralisée. Il existe peu de garanties quant à l'égalité des conditions de concurrence pour les entreprises du secteur. **Le VZF avec une approche qui met l'accent sur le renforcement des institutions nationales et l'appui de la politique nationale en matière de SST, peut contribuer à la création de ces conditions équitables.**

« Il y a, bien sûr, une diligence raisonnable et un engagement que les entreprises et les acteurs mondiaux doivent entreprendre sérieusement.... Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un engagement responsable.... Tout effort dans ce domaine sera très limité si, dans le même temps, nous ne progressons pas sur la nécessité de renforcer les capacités et l'engagement politique au niveau local, et sur l'obligation de consolider les institutions... C'est pour moi la voie à suivre. »

— *Roberto Suarez-Santos, Secrétaire général de l'OIE*



- 7.** Le Fonds Vision Zéro peut jouer un rôle important en aidant les gouvernements et les partenaires sociaux à **satisfaire aux exigences des normes du travail inscrites** dans les accords commerciaux et à promouvoir ainsi le développement économique.

« Les accords commerciaux américains comprennent également un libellé sur la coopération entre les parties sur un large éventail de questions au travail et à l'emploi, y compris la SST.....Le VZF a joué un rôle utile dans le contexte du commerce grâce à son approche collaborative et inclusive et, à mon avis, le programme a un grand potentiel pour continuer à apporter des contributions dans ce domaine. »

— *Mark Mittelhauser, Secrétaire adjoint aux affaires internationales, Département du travail des États-Unis*



« Les accords commerciaux tels que l'Accord de libre-échange Vietnam - Union Européenne et l'Accord de libre-échange Australie-ASEAN-Nouvelle-Zélande incluent la SST dans les dispositions relatives aux normes du travail. Les marchés peuvent fournir des incitations voire même des améliorations des pratiques en matière de SST. Ces améliorations des pratiques de SST peuvent ensuite contribuer à établir les bases pour une participation active et efficace des pratiques, dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. »

— Marian Boquiren, *Spécialiste en développement de chaîne de valeur*



- 8.** La pandémie de COVID-19 a été un rappel tragique de l'importance de la SST. Pour endiguer la pandémie et se préparer à la prochaine crise, un engagement renouvelé en faveur de la SST est nécessaire, en particulier dans la CMS, qui est le fondement du commerce mondial. Les discussions du Forum ont montré clairement que le VZF est bien placé pour promouvoir une action collective visant à améliorer la SST dans la CMS. **La stratégie de base du Fonds, qui consiste à mobiliser les efforts collectifs des principales parties prenantes pour s'attaquer aux causes profondes des accidents du travail**, des blessures et des maladies professionnelles dans les pays en développement, a eu un impact significatif et doit continuer à être entretenue et renforcée.



« Je tiens vraiment à féliciter l'équipe du Vision Zéro Fonds qui joue un rôle fédérateur, car elle s'adresse activement aux partenaires sociaux, aux entreprises et aux gouvernements... Je voudrais vraiment appeler tout le monde à soutenir le Fonds Vision Zéro, en vue d'obtenir un succès encore plus grand. En effet, le Fonds choisit l'approche juste en organisant une action collective pour une action ciblée au niveau local et maintenant nous devons vraiment développer cela... S'engager avec le VZF est la bonne façon d'aborder la SST et les risques que nous constatons tous dans tant de pays. »

— Matthias Thorns, *Secrétaire général adjoint, OIE*

## RÉSULTATS CLÉS : ENQUÊTE POST-ÉVÉNEMENT

Des centaines de participants ont rempli l'enquête post-événement. Les principaux résultats sont les suivants :

**95 %** des répondants ont exprimé un haut niveau de satisfaction (63 % très satisfaits/extrêmement satisfaits et 32 % satisfaits) à l'égard de l'événement dans son ensemble. Cela s'est également reflété dans les réponses qualitatives reçues. Le Forum a été apprécié pour sa “bonne organisation”, son caractère inclusif, informatif, productif et facile à suivre en raison de ses caractéristiques interprétatives.

**95 % et 98 %** des répondants ont jugé toutes les sessions intéressantes ou extrêmement intéressantes. La diversité des opinions, l'engagement collectif, le fait d'en apprendre davantage sur le VZF, les enquêtes à la volée sur la pertinence des sujets, le partage d'expériences réelles du pays et les orateurs compétents sont les attributs que les participants ont le plus appréciés.

**Pour 75 %** des répondants, il s'agissait du premier événement VZF auquel ils participaient. Presque toutes les personnes interrogées (99 %) ont indiqué qu'elles participeraient éventuellement à de futurs événements du VZF.

ANNEX 1

# Ordre du Jour

# Jour 1

23 Février 2021

12h00-15h30 CET

## PLÉNIÈRE DE HAUT NIVEAU 1

### La sécurité et la santé au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales à l'époque de la COVID-19

12h00-13h30 CET | *Anglais, français, espagnol*

#### INTERVENANTS

##### **Guy Ryder**

Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT)

##### **Hubertus Heil**

Ministre du travail et des affaires sociales, Allemagne

##### **Ergogie Tesfaye**

Ministre du travail et des affaires sociales, République fédérale démocratique d'Ethiopie

##### **Roberto Suárez Santos**

Secrétaire général, Organisation internationale des employeurs (OIE)

##### **Owen Tudor**

Secrétaire général adjoint, Confédération syndicale internationale (CSI)

#### MODÉRATRICE

##### **Conny Czymoch**

Modératrice et journaliste internationale indépendante

#### PAUSE

13h30-14h00 CET

## ATELIER 1

### Fonds Vision Zéro - réalisations, défis et plans futurs

14h00-15h30 CET | *Anglais, français, espagnol*

#### INTERVENANTS

##### **Jerson Razafimanantsoa**

Directeur général du travail et des lois sociales, Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales, Madagascar

##### **Gustavo Solorzano**

Avocat, Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP)

##### **Maura Patricia Hernandez Tapia**

Coordinateur de programme, Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM)

##### **Mark Mittelhauser**

Sous-secrétaire adjoint associé aux affaires internationales, Département américain du travail

##### **Ockert Dupper**

Responsable du programme mondial, VZF, OIT

#### MODÉRATRICE

##### **Rie Vejs-Kjeldgaard**

Directrice, Département des partenariats et de la coopération au développement, OIT

# Jour 2

24 Février 2021

9h30-18h30 CET

## DISCUSSION RÉGIONALE 1

**Comment l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail peut-elle faciliter l'accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales ? L'expérience du VZF en Asie**  
09h30-11h00 CET | *Anglais*

### INTERVENANTS

#### **Tran Thi Lan Anh**

Secrétaire général adjoint de VCCI Vietnam

#### **Sengchanh Khammountha**

Vice-président de l'Association laotienne du café

#### **Thai Quynh Mai Dung**

Directeur du département international, général du Vietnam Confédération du travail (VGCL)

#### **Shruti Patidar**

Responsable régional des terres et de la liberté, UITA Asie et Pacifique

#### **Marian Boquiren**

Spécialiste en développement et chaînes de valeur mondiales

#### **Mariana Infante**

Conseillère technique en chef, VZF Myanmar, OIT

#### **Kallene Ryan**

Chercheuse et spécialiste du suivi et de l'évaluation, groupe de recherche True North

#### **Kristina Kurths**

Conseillère technique en chef, VZF Lao et Vietnam, OIT

### MODERATEUR

#### **Rene Robert**

Spécialiste de l'administration du travail et de l'inspection du travail, Équipe du travail décent de l'OIT pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est et le Pacifique

### PAUSE 1

11h00-12h00 CET

## DISCUSSION RÉGIONALE 2

**Approche systématique visant à renforcer les institutions de SST pour une amélioration durable des pratiques de SST : Expériences du VZF dans le secteur de l'habillement en Afrique**  
12h00-13h30 CET | *Anglais, français*

### INTERVENANTS

#### **Hanitra Fitjavana Razakaboana**

Directrice régionale du travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales Analamanga, Madagascar

#### **Beatrice Chan**

Vice-Présidente du GEFP et membre du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM)

#### **Botoudi Remi Henri**

Coordinateur national de la marque communautaire, Madagascar

#### **Fikadu Gebru**

Directeur, Direction des relations industrielles harmonieuses, Ministère du travail et des affaires sociales, Bureau du travail et des affaires sociales, Éthiopie

#### **Dawit Moges**

Vice-président de la Confédération des fédérations patronales éthiopiennes

#### **Angessom Yohannes**

Président de la Fédération industrielle du syndicat éthiopien des travailleurs du textile, du cuir et de l'habillement

### MODERATEURS

#### **Ana Catalina Ramirez, Frédéric Laisné-Auer et Evans Lwanga**

OIT

### PAUSE 2

13h30-17h00 CET

### **DISCUSSION RÉGIONALE 3**

### **Défis et opportunités pour améliorer la SST des travailleurs dans la chaîne d'approvisionnement mondiale du café : L'expérience de la Colombie, du Honduras et du Mexique**

17h00-18h30 CET | *Anglais, espagnol*

#### **INTERVENANTS**

*Discours d'ouverture : Sebastian Zaleski*

Conseil, Division économique et commerciale, Délégation  
de l'Union européenne au Mexique

**Ligia Stella Chaves Ortiz**

Vice-ministre des relations de travail, Ministère du travail,  
Colombie

**Santiago Arguello**

Directeur de l'unité de promotion de l'agriculture,  
secrétaire à l'agriculture, Mexique

**Ligia Borrero Retrespo**

Directrice juridique, Fédération nationale des producteurs  
de café de Colombie

**José Luis Barradas**

Familia Rogers, Mexique

**José Julio Espinoza**

Confédération nationale des paysans, Mexique

**Joel Almedares**

Centrale unitaire des travailleurs, Honduras

**Pilar Cariño**

Chercheur et spécialiste en chaîne d'approvisionnement  
mondiale

**Carlos Ariel García**

Centre d'études régionales sur les caféticulteurs et les  
entreprises (CRECE)

*Remarques finales : Renato Bignami*

Spécialiste SST, Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique  
latine et les Caraïbes

#### **MODERATEUR**

**Rodrigo Mogrovejo**

Conseiller technique en chef, VZF Mexique-Colombie-  
Honduras, OIT

# Jour 3

25 Février 2021

12h00-15h30 CET

## ATELIER 2

### Améliorer la sécurité et la santé au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

12h00-13h30 CET | *Anglais, français, espagnol*

#### INTERVENANTS

##### **Antonio Cammarota**

Administrateur principal, DG EMPL/B3,  
Commission européenne

##### **Omar Estefan**

Directeur général de la protection sociale, Secrétaire du travail et de la protection sociale, Mexique

##### **Matthias Thorns**

Secrétaire général adjoint, OIE

##### **Sittichoke Huckuntod**

Directeur, Santé, sécurité et environnement, Nike

##### **Paapi Kwasi Danquah**

Conseiller juridique, CSI

##### **Glen Mpufane**

Directeur de l'exploitation minière, du diamant, des pierres précieuses, de l'ornement et de la bijouterie, IndustriALL

#### MODERATRICE

##### **Githa Roelans**

Chef, Unité des entreprises multinationales et de l'engagement des entreprises, OIT

#### PAUSE

13h30-14h00 CET

## PLÉNIÈRE DE HAUT NIVEAU 2

### Action collective pour des chaînes d'approvisionnement sûres et saines : comment pouvons-nous améliorer collectivement la SST dans les chaînes d'approvisionnement sous les auspices du VZF au cours des 3 à 5 prochaines années ?

14h00-15h30 CET | *Anglais, français, espagnol*

#### INTERVENANTS

##### **Martha Newton**

Directrice générale adjointe pour la politique, OIT

##### **Anousheh Karvar**

Représentante du gouvernement français auprès de l'OIT, chargée de mission principale pour le travail et l'emploi auprès du G7-G20

##### **Ralf Franke**

Responsable mondial de la protection de l'environnement et de la santé et la sécurité, Siemens

##### **Kris de Meester**

Conseiller principal, Fédération des entreprises, Belgique

##### **Rory O'Neill**

Conseiller en santé et sécurité au travail, CSI

##### **Sue Longley**

Secrétaire générale, UITA

##### **Alan Stevens**

Responsable de l'engagement stratégique, IOSH

#### MODÉRATEUR

##### **Joaquim Pintado-Nunes**

Chef, Administration du travail, Inspection du travail et sécurité et santé au travail, OIT

## REMARQUES FINALES ET REMERCIEMENTS

### **Vera Paquete-Perdigao**

Directrice du département de la gouvernance et du tripartisme, OIT

*Pour plus d'informations sur ces intervenants, téléchargez leur biographie [ici](#).*

**ANNEX 2**

## **Bilan de l'année**

FONDS VISION ZÉRO

# Forum de Haut▶Niveau



# Bilan de l'année

Depuis 2020, la pandémie de COVID-19, a eu d'importantes répercussions à travers le monde. Elle a également eu un impact sur le travail du Fonds Vision Zéro et sur celui de nos partenaires mondiaux.

Néanmoins, nous avons pu continuer à mobiliser les meilleures idées et les partenaires les plus engagés – au niveau mondial et local – pour trouver des solutions plus intelligentes pour la sécurité et la santé des travailleurs.

OCTOBRE 2019 À SEPTEMBRE 2020

# Principaux résultats obtenus



## PRINCIPAUX RÉSULTATS DEPUIS 2016

5,6 millions de travailleurs ont bénéficié (directement et indirectement)

Impacts dans 8 pays sur 3 continents

Plus de 100 outils et produits de connaissance développés dans plus de 10 langues

10 partenaires de développement

28 millions de dollars investis dans l'amélioration de la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales

## LEADERSHIP ÉCLAIRÉ

Nous avons contribué à de nombreux événements de haut niveau – y compris un briefing pour les membres du G20 – auxquels ont participé près de 1 200 décideurs politiques et parties prenantes. Nous avons publié plus de 100 outils et produits de connaissance sur la sécurité et la santé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les ministres du travail et de l'emploi du G20 nous ont reconnu l'importance du VZF pour aider à atténuer l'impact de la pandémie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, et à mieux se préparer aux futures urgences publiques. Le Conseil d'administration de l'OIT nous a reconnu comme l'un des programmes "les plus importants" dans les chaînes d'approvisionnement mondiales qui "a contribué à améliorer le respect des normes fondamentales de l'OIT et de la législation nationale, tout en augmentant la compétitivité des entreprises".

## RÉPONSE À LA COVID-19

Nous avons réaffecté des fonds et obtenu de nouveaux financements pour fournir des ressources financières et techniques à nos partenaires, y compris une liste de contrôle (checklist) pour les PME (traduite en neuf langues) ; un guide pour la prévention et la limitation de la propagation du COVID-19 dans l'agriculture, qui a été largement diffusé et mis en œuvre par les mandants en Amérique latine, en Asie et en Europe ; et un outil d'évaluation rapide des besoins pour l'élaboration de plans d'intervention. Nous avons également élargi notre portée en nous associant à Better Work, un programme de l'OIT et de la Société financière internationale (IFC), pour la mise en œuvre de mesures de secours dans la chaîne d'approvisionnement du vêtement au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie et au Vietnam.

## EN ÉTHIOPIE

► **40,593**

travailleurs de la chaîne d'approvisionnement de l'habillement ont bénéficié de meilleures connaissances et de conseils en matière de sécurité et de santé au travail

En collaboration avec le programme Better Work, nous avons participé à 22 évaluations non annoncées et 121 visites de conseil dans des usines de confection, ce qui a permis d'élaborer 22 plans d'amélioration dans les usines.

- Nous avons apporté un soutien aux inspecteurs du travail pour faire respecter les lois et règlements relatifs à la COVID-19 et avons soutenu des campagnes de sensibilisation.
- Nous avons organisé une formation à la désinfection pour 86 équipes de nettoyage dans des usines qui couvrent un total de 331 494 m<sup>2</sup> de surface de production.
- Nous avons aidé l'inspection du travail à élaborer des plans stratégiques de conformité afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de conformité malgré des ressources financières et humaines limitées.
- Plus de 1 200 travailleurs, supérieurs hiérarchiques, cadres et opérateurs ont reçu une formation sur la SST, la coopération sur le lieu de travail et les droits et responsabilités, entre autres.

## AU LAO

► **100%**

des usines pilotes du projet ont mis en place des comités bipartites de SST sur les lieux de travail

Les dix usines pilotes du projet ont toutes établi un comité bipartite de SST pour faciliter le dialogue social sur la sécurité et la santé au travail.

- 80 agriculteurs formés dans les villages pilotes du projet ont mis en œuvre une ou plusieurs mesures d'amélioration de la SST sur le lieu de travail.
- Nous avons aidé l'Organisation laotienne de sécurité sociale (LSSO) à réformer ses pratiques d'inspection, notamment en élaborant de nouvelles lignes directrices et en créant une équipe spéciale d'inspection.
- Nous avons renforcé les connaissances des inspecteurs du travail sur les dangers et les risques en matière de SST dans les secteurs de l'habillement et de l'agriculture, dispensé une formation ciblée sur les compétences en matière d'inspection de la SST et apporté une contribution technique au décret national sur la SST.

## AU MEXIQUE

► **5**

cours virtuels ont été développés pour introduire les protocoles de SST

Ces protocoles, qui mettent l'accent sur la COVID-19, ont été élaborés en coordination avec l'Association mexicaine de la chaîne de production du café et l'Association nationale des industries du café.

- Nous avons produit un guide sur la prévention et la limitation de la propagation du COVID-19 pour le secteur agricole qui a été adopté par le gouvernement. Des spots vidéo et radio ont été produits pour assurer que les messages atteignent les travailleurs sur le terrain.

## AU HONDURAS

► **Un cours virtuel sur la SST a été dispensé à**

organisations, entreprises et coopératives

**47**

En coordination avec le Conseil hondurien des entreprises privées (COHEP) et avec le soutien de l'Université technologique d'Amérique centrale, nous avons mis au point un cours virtuel sur la SST et la COVID-19, en mettant l'accent sur les secteurs de l'agriculture et du café. Le cours sera promu dans d'autres pays et adapté à d'autres secteurs.

- En coordination avec le COHEP et l'Institut hondurien du café, nous avons élaboré un guide pratique pour la prévention et la limitation de la propagation du COVID-19 dans l'agriculture et dans la chaîne de valeur du café. Ce guide a servi de base à l'élaboration de protocoles nationaux sur la COVID-19 dans un certain nombre de sous-secteurs agricoles.

## EN COLOMBIE

► **165**

techniciens agricoles, producteurs et exportateurs de café ont participé à un cours sur la prévention et la limitation de la propagation du COVID-19

Avec le soutien du Conseil de sécurité colombien, nous avons mis au point un cours virtuel sur la prévention et la limitation de la propagation du COVID-19. Le cours a également été dispensé à 176 membres de l'inspection nationale du travail au Pérou.

- Nous avons publié une étude sur les perceptions et les bonnes pratiques en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans le secteur du café colombien.

## À MADAGASCAR

► **245**

inspecteurs et contrôleurs du travail ont été formés

Un programme de formation sur la SST élaboré par l'OIT a été dispensé à une équipe de 12 inspecteurs du travail qui ont à leur tour formé 245 de leurs collègues.

- Nous avons soutenu des visites d'inspection dans 687 entreprises comptant plus de 19 000 travailleurs afin de contribuer à l'amélioration des mesures de sécurité et d'hygiène.
- Les inspecteurs du travail et le Fonds national de sécurité sociale, par l'intermédiaire d'une "task force de protection sociale", ont visité des usines de confection regroupant 558 employeurs et 12 172 travailleurs.
- Nous avons publié une évaluation complète des facteurs incitatifs et des contraintes pour l'amélioration de la SST dans la chaîne d'approvisionnement du textile à Madagascar.
- Avec notre soutien, les employeurs ont enregistré 1 335 travailleurs saisonniers de la chaîne d'approvisionnement du litchi auprès des services médicaux inter-entreprises, ce qui représente une augmentation significative par rapport à l'année précédente.

## AU MYANMAR

► **198,000**

travailleurs bénéficiant d'un nouveau système simplifié d'indemnisation des accidents du travail

Nous avons élaboré et piloté un ensemble de procédures simplifiées pour la présentation des demandes d'indemnisation des accidents du travail, ce qui a permis de réduire de 50 % le temps de traitement et de diminuer considérablement le nombre d'étapes et de documents requis pour présenter des demandes d'indemnisation des accidents du travail et des blessures professionnelles. Les nouvelles procédures simplifiées ont été testées dans deux municipalités et ont bénéficié à 198 000 travailleurs, dont 141 000 dans le secteur du vêtement. Elles devraient être déployées à l'échelle nationale en 2021.

- Nous avons travaillé avec de nombreux partenaires sur une campagne visant à garantir que les travailleurs puissent retourner au travail en toute sécurité pendant la pandémie COVID-19. Fin 2020, la page de la campagne avait été visitée 4 millions de fois.
- La campagne a également produit un clip musical animé par la chanteuse populaire au Myanmar Mi Sandi qui a rejoint 1,3 million de personnes supplémentaires et a été diffusé à de nombreuses reprises sur la chaîne de télévision nationale de l'État.
- Nous avons recruté 74 formateurs principaux (54 % de femmes) de plusieurs syndicats pour former 800 travailleurs de l'habillement sur la COVID-19.
- Nous avons aidé les usines et le département de l'inspection du travail (FGLLID) à rédiger les règlements d'application de la nouvelle loi sur la SST.

Les vidéos sur les temps forts des discussions qui ont eu lieu durant le **HLF** sont [disponibles ici](#).



# VISION ZERO FUND

## Fonds Vision Zéro

Administration du travail,  
Inspection du travail et Sécurité  
au travail et Direction générale  
de la santé

## Organisation Internationale du Travail

Route des Morillons 4  
CH-1211 Genève 22  
Suisse  
[ilo.org/vzf](http://ilo.org/vzf)  
[vzf@ilo.org](mailto:vzf@ilo.org)

## Donateurs actuels et précédents



This project is funded by  
the European Union



Le Fonds Vision Zéro fait partie du  
programme « **Sécurité et santé pour tous** »,  
un programme phare de l'OIT, pour bâtir une  
culture du travail sûr et sain.



Organisation  
internationale  
du Travail

SECURITE  
+ SANTE  
POUR TOUS